



Anne Xuan Nguyen

HAUSSE DES ACHATS D'ARMEMENTS AU VIÊT NAM ET EN THAÏLANDE



Perspectives croisées
et mise en contexte régional et mondial



**© Groupe de recherche
et d'information
sur la paix et la sécurité**

Avenue des Arts 7-8
B-1210 Bruxelles
Tél : 0473 982 820
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source et de l'auteur.

Couverture : Photo du bas - Royal Thai Air Force General Dynamics F-16B Fighting Falcon at Bangkok Don Mueang Air Force Base (janvier 2024) Zone 49 Photography - Flickr - <https://www.flickr.com/photos/zone49photography/>

Photo du haut - Frégate Gepard 3.9 du type de celles achetées par l'Armée vietnamienne. Crédit : RosoboronExport, <https://roe.ru/eng/catalog/naval-systems/surface-ships-ships-and-boats/gepard-3-9/>

Prix : 10 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-237-7
ISBN : 978-2-87291-238-4 (version pdf)

Rapport en ligne : <https://grip.org/hausse-des-achats-darmements-au-viet-nam-et-en-thailande-perspectives-croisees-et-mise-en-contexte-regional-et-mondial>



Wallonie

HAUSSE DES ACHATS D'ARMEMENTS AU VIÊT NAM ET EN THAÏLANDE

**Perspectives croisées
et mise en contexte
régional et mondial**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
Graphique 1. Évolution des dépenses militaires du Viêt Nam et de la Thaïlande en millions USD constants 2022, 2004-2023	4
1. LECTURES DE LA MENACE SÉCURITAIRE ET ACQUISITION D'ARMES	7
1.1. Lectures de la menace	7
1.2. La souveraineté maritime, enjeu sécuritaire saillant	10
1.3. Rationnels de l'achat d'armements	15
Graphique 2. Évolution du volume d'importation d'armes du Viêt Nam selon la catégorie d'armement en millions TIV pour 2004-2008, 2009-2013, 2014-2018 et 2019-2023	16
Graphique 3. Part en pourcentage des types d'armement acquis par le Viêt Nam, 2004-2023	17
Graphique 4. Évolution du volume d'importations d'armes de la Thaïlande selon la catégorie d'armement en millions TIV pour 2004-2008, 2009-2013, 2014-2018 et 2019-2023	20
Graphique 5. Parts en pourcentage des types d'armements acquis par la Thaïlande, 2004-2023	21
2. FACTEURS INTERNES ET EXTERNES À L'ACQUISITION D'ARMEMENTS	25
2.1. Le rôle prépondérant des forces armées dans la gouvernance vietnamienne et thaïlandaise	25
Graphique 6. Évolutions du volume des importations d'armes du Viêt Nam selon le pays exportateur en millions TIV, 2004-2008, 2009-2013, 2014-2019, 2019-2023	28
Graphique 7. Parts en pourcentage de fourniture d'armements au Viêt Nam par pays exportateur, 2004-2023	29
Graphique 8. Évolution du volume des importations d'armes de la Thaïlande selon le pays exportateur en millions TIV, 2004-2008, 2009-2023, 2014-2018, 2019-2023	31
Graphique 9. Parts en pourcentage de fourniture d'armements à la Thaïlande par pays exportateur de 2004 à 2024	33
CONCLUSION	35
Militarisation renforcée	35

INTRODUCTION

Comment expliquer l'augmentation des dépenses militaires au Viêt Nam et en Thaïlande et la multiplication des programmes d'acquisitions d'armements ? Entre 2004 et 2023, le Viêt Nam triple ses dépenses militaires, et la Thaïlande les double. Cette hausse se produit dans un contexte régional sud-est asiatique où les dépenses ont presque doublé, passant de 22,4 milliards USD à 43,1 milliards USD pour la même période temporelle¹. De nombreux programmes d'acquisitions ont été lancés par les différents pays de la région, couvrant tant les aptitudes aériennes, maritimes, terrestres que les capacités relatives aux C4ISR².

Certains journalistes ont décrit la montée en flèche de ces acquisitions comme une « course à l'armement », suggérant une réponse à l'ascension rapide de la Chine. Cependant, les experts affirment généralement que ces achats visent à moderniser des équipements obsolètes dans des économies en pleine croissance, dans une optique de recapitalisation et de renforcement plus que d'accroissement des capacités militaires³. Selon Felix Heiduk, pour qu'une telle course s'installe, il faudrait un antagonisme ouvert et structurel entre au moins deux États⁴, ce qui ne semble pas être le cas en Asie du Sud-Est, que ce soit entre pays de la région, ou vis-à-vis de la Chine⁵. Bien que la montée en puissance de cette dernière suscite la méfiance de certains États tels que le Viêt Nam ou les Philippines, l'asymétrie des acteurs et le maintien de relations diplomatiques relativement stables avec la Chine ne confirment pas cette dynamique.

Cela dit, l'accroissement des acquisitions d'armements peut contribuer à créer un dilemme de sécurité : lorsqu'un gouvernement adopte des politiques défensives, ou modernise son armement, un pays voisin peut percevoir cela comme menaçant et renforcer à son tour ses capacités militaires. C'est d'ailleurs ce qui est observé en Asie du Sud-Est⁶. Toutefois, ce portrait doit être affiné afin de tenir compte à la fois des dynamiques régionales qui peuvent être communes à plusieurs acteurs d'un même espace stratégique et des caractéristiques et ambitions nationales qui peuvent révéler des priorités différentes d'un État à l'autre. Porter un regard croisé sur la Thaïlande et le Viêt Nam s'avère en ce sens éclairant.

¹ Somme calculée en USD constants 2021.

² « Computerized Command, Control, Communications, Intelligence, Surveillance, Reconnaissance ». Ce concept désigne l'utilisation conjointe d'un ensemble de technologies de surveillance, de systèmes d'informations et de communication.

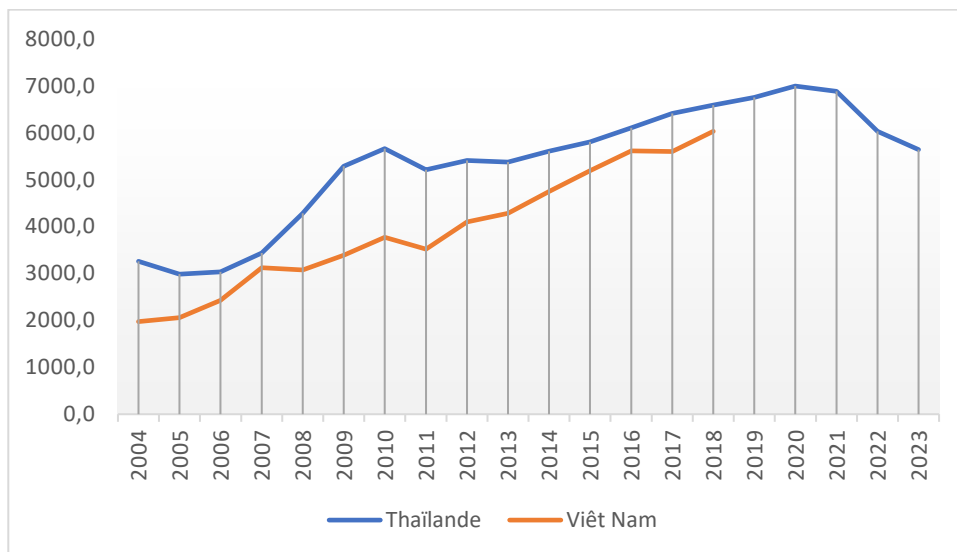
³ GUILD James, « [Is there an arms race underway in Southeast Asia](#) », *The Diplomat*, 8 février 2022. LEE Jaehyon, *Understanding the recent Southeast Asian arms build-up: A commitment to a minimum military response capability*, The Asan Institute for Policy Studies issue brief, 20 décembre 2023.

⁴ GRAY Colin S., « The Arms Race Phenomenon », *World Politics*, vol. 24, n° 1, 1971, p. 39-79.

⁵ HEIDUK Filip, *An arms race in Southeast Asia? Changing arms dynamics, regional security and the role of European arms export*, SWP Research Paper, octobre 2017.

⁶ STOREY Ian, « [Military Modernisation in Southeast Asia: Learning from the Russia-Ukraine War](#) », *Fulcrum*, 5 avril 2023.

Graphique 1. Évolution des dépenses militaires du Viêt Nam et de la Thaïlande en millions USD constants 2022, 2004-2023



Source : GRIP, d'après SIPRI 2024.

Le **graphique 1** montre l'évolution sur les deux dernières décennies des dépenses militaires de Bangkok et de Hà Nội. Entre 2004 et 2023⁷, les dépenses thaïlandaises ont augmenté de 75 %, passant de 3,2 milliards USD à 5,6 milliards USD, avec un pic en 2020, à 6,9 milliards USD. La première augmentation substantielle de 2004 coïncide avec l'intensification de la violente insurrection armée au sud de la Thaïlande, à laquelle le gouvernement thaïlandais a répondu par une forte militarisation de ses provinces méridionales⁸. La dernière hausse notable des dépenses en Thaïlande entre 2013 et 2014 correspond à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement militaire à travers un coup d'État qui dépose le gouvernement au profit d'une junte dirigée par un ancien général : Prayut Chan-o-Cha⁹. La pandémie de COVID-19 marque un tournant. Dès 2020, les dépenses thaïlandaises baissent pour la première fois en dix ans. Elles continuent de chuter en 2021 et en 2022. Le nouveau gouvernement civil thaïlandais, élu en 2023 après près de dix ans de gouvernance par la junte, ambitionne par ailleurs de réduire les coûts engendrés par les forces armées¹⁰.

⁷ Date des dernières données disponibles dans la base de données des dépenses militaires du SIPRI.

⁸ CHAMBERS Paul et WAITOOKIAT Napisa, « Chapter 3: Militarization and Securitization in Thailand's Deep South » in ENGVALL Anders et al. (Eds.), *Southern Thailand/Patani. Understanding the dimensions of conflict and peace*, Bangkok Peace Resource Collaborative, 2020, p. 87–148.

⁹ CETTOUR-ROSE Dominique, « [Thaïlande : Prayut, militaire à poigne, s'impose dans le jeu politique](#) », *France Info*, 2 juin 2014.

¹⁰ BANGPRAPA Mongkol, « [Govt military budget slammed](#) », *The Bangkok Post*, 5 janvier 2024.

Pour le Viêt Nam, malgré des données plus lacunaires dues à l'indisponibilité des informations, cette forte hausse peut aussi être constatée. Les dépenses militaires ont en effet triplé. En 2004, elles s'élevaient à 1,9 milliard USD. En 2018, date de la dernière mesure disponible, elles étaient évaluées à 6 milliards USD¹¹. Cette hausse s'effectue dans un contexte d'amélioration des capacités militaires face à l'assertivité de la Chine au cours des années 1990, en commençant par la modernisation des forces navales et aériennes vietnamiennes. En 2006, le Comité central du Parti communiste présente au 10^e Congrès national du Parti les aspirations de Hà Nội de devenir une puissance maritime régionale, ce qui marque une nouvelle hausse des dépenses. Par la suite, d'autres évènements ont poussé le gouvernement vietnamien à majorer ses dépenses en matière de défense. On pense à la revendication chinoise d'une large part du territoire maritime disputé en mer de Chine méridionale en 2009 ou encore à la confrontation sino-vietnamienne de 2014¹².

Au-delà des courbes ascendantes de leurs dépenses militaires, le Viêt Nam et la Thaïlande présentent des similitudes notables. Tout d'abord, tous deux sont des puissances militaires et économiques régionales. En 2023, le Viêt Nam avait la plus grande armée d'Asie du Sud-Est, tandis que la Thaïlande se classait à la troisième place, derrière l'Indonésie¹³. Selon la Banque mondiale, la Thaïlande possède le deuxième plus grand PIB d'Asie du Sud-Est, le Viêt Nam se situant en quatrième position du même classement¹⁴. Ensuite, ces deux États disposent d'un important territoire côtier, avec respectivement 3 262 km de littoral pour le Viêt Nam¹⁵ et 3 148 km pour la Thaïlande¹⁶. Par conséquent, ils bénéficient d'un accès à des ressources maritimes considérables, notamment des champs de gaz naturel et des routes maritimes densément fréquentées dans leur zone économique exclusive. Les questions de souveraineté maritime constituent un point commun majeur pour la plupart des États de l'Asie du Sud-Est, engendrant autant d'initiatives de règlement de conflits que de confrontations¹⁷. Enfin, ces deux cas permettent une étude comparative intéressante entre deux gouvernements aux régimes politiques et aux systèmes d'alliances différents au sein d'une même région.

Les rationnels derrière la hausse des acquisitions militaires dans ces deux États ne sont cependant pas aussi similaires qu'il n'y paraît.

¹¹ SIPRI, [SIPRI Military Expenditure Database](#), consulté le 29 mars 2024.

¹² TRAN Bich, « [Understanding Vietnam's military modernization efforts](#) », *The Diplomat*, 25 novembre 2020.

¹³ MACAN-MARKAR Marwaan, « [Thailand faces bitter battle over downsizing powerful military](#) », *Nikkei Asia*, 6 février 2024.

¹⁴ Banque mondiale, [GDP \(current US\\$\)](#), consulté le 2 avril 2024.

¹⁵ Consulate of the Socialist Republic of Viet Nam in New York, the United States of America, « [About Vietnam](#) », consulté le 2 avril 2024.

¹⁶ LANGE Ines D., SCHOENIG Eike et SOMKIAT Khokiattiwong, « Chapter 22 – Thailand » in SHEPPARD Charles (Ed.), *World seas: an Environmental evaluation (2^e édition)*, Academic Press, 2019, p. 491-513.

¹⁷ ACHARYA Amitav, *Constructing a Security Community in Southeast Asia: ASEAN and the Problem of Regional Order (2^e édition)*, Routledge, 2009.

Afin de rendre compte tant des points de convergence que de divergence entre les deux pays, cette note procède en deux temps. Le premier analyse les lectures respectives que le Viêt Nam et la Thaïlande font de menaces les concernant. Une attention particulière est portée sur les questions de sécurité maritime. Les politiques d'armement sont aussi passées en revue au prisme des différentes perceptions des menaces. Le second temps met en exergue les dynamiques internes et internationales derrière les importations croissantes d'armements du Viêt Nam et de la Thaïlande. Il s'agit d'exposer la façon dont le rôle que jouent les forces armées dans les affaires civiles dans les deux pays contribue à gonfler les dépenses militaires. Enfin, l'influence de la rivalité actuelle entre la Chine et les États-Unis sur les politiques d'armement adoptées par Hà Nội et Bangkok est également prise en considération.

1. LECTURES DE LA MENACE SÉCURITAIRE ET ACQUISITION D'ARMES

À quelle lecture de la menace répondent les politiques d'armement du Viêt Nam et de la Thaïlande ? À quels usages correspondent les armements importés ? À quelles fins ont été dédiées les sommes croissantes déboursées par Hà Nội et Bangkok les vingt dernières années ? Ce chapitre procède à une revue des risques perçus par les États étudiés et analyse l'impact de ces conceptions différenciées sur les politiques d'achat d'armements.

1.1. Lectures de la menace

Par leur histoire particulière, le Viêt Nam comme la Thaïlande entretiennent une lecture de la menace sensiblement différente. Il s'agit, dans cette section, de mettre en lumière les éléments de divergence.

Viêt Nam

Depuis sa réunification en 1975, le Viêt Nam est régi par le Parti communiste du Viêt Nam qui reste le seul parti autorisé dans le pays. La politique étrangère d'Hà Nội se caractérise par une volonté de s'affranchir de toute dépendance stratégique, incarnée par la *Politique des quatre non*. Cette dernière proscriit 1) toute alliance militaire, 2) toute base étrangère sur le territoire vietnamien, 3) toute utilisation de ce dernier dans le cadre d'une attaque contre un État tiers et 4) toute prise de parti dans un conflit. Ce principe est réitéré dans le dernier livre blanc de défense vietnamien de 2019¹⁸.

Sous embargo politique et économique étatsunien à la suite de la chute de Sài Gòn en avril 1975, le Viêt Nam établit avec l'Union soviétique des relations rapprochées, reconduites par la suite avec la Russie. Dès 1979, Hà Nội intervient militairement au Cambodge, alors sous régime khmer rouge. En représailles, la République populaire de Chine, alliée à Pol Pot, attaque le Viêt Nam la même année. Les relations diplomatiques entre les deux États socialistes sont donc interrompues entre 1979 et 1991. En 1994, les relations diplomatiques et commerciales sont rétablies avec les États-Unis. Le Viêt Nam devient membre de l'ASEAN en 1995¹⁹.

¹⁸ République Socialiste du Viêt Nam, ministère de la Défense nationale, *2019 Viet Nam National Defence*, National Political Publishing House, 2019, p. 23-24

¹⁹ ASEAN, « [Member States](#) », consulté le 29 mars 2024.

La lecture vietnamienne des menaces au 21^e siècle peut être définie dans les grandes lignes par trois éléments cités dans sa politique de défense : les dissidences internes, les conflits territoriaux et les rivalités de grandes puissances en Asie du Sud-Est²⁰. Les dissidences sont le premier risque cité. Cela correspond à la volonté de Hà Nội de préserver sa structure gouvernementale à parti unique. Ainsi, les oppositions et les mouvements sociaux sont perçus comme potentiellement dangereux ou a minima perturbateurs, et sont donc surveillés, voire réprimés, par l'appareil sécuritaire vietnamien²¹.

Le livre blanc cite ensuite les disputes territoriales en mer de Chine méridionale, dans lesquelles le Viêt Nam revendique la souveraineté des archipels Spratley et Paracelse. Ainsi, le ministère de la Défense nationale s'inquiète « *d'actions unilatérales, de coercition basée sur le pouvoir, de violations du droit international, de militarisation et [...] d'atteinte à la souveraineté du Viêt Nam* ». Faisant référence à des incidents récurrents en mer de Chine méridionale opposant des troupes militaires ou policières et des pêcheurs chinois, vietnamiens, indonésiens ou encore philippins²², Hà Nội considère cette situation comme une menace pour son intégrité territoriale²³.

En dernier lieu, les rivalités régionales, en particulier la montée en puissance politique et militaire de la Chine, sont évoquées. Bien que Beijing ne soit pas explicitement désigné comme une menace directe dans le livre blanc de 2019, l'importance de résoudre les conflits existants entre les deux pays y est citée comme capitale²⁴. La persistance d'antagonismes historiques et de conflits territoriaux entre les deux pays fait que Hà Nội adopte une approche prudente face à son voisin. Le Viêt Nam reste particulièrement soucieux des prétentions chinoises en mer de Chine méridionale.

Thaïlande

Monarchie parlementaire depuis 1932, la Thaïlande est actuellement gouvernée par le Premier ministre Srettha Thavisin²⁵. Ayant connu plus de 20 coups d'État en moins de cent ans, le gouvernement thaïlandais est caractérisé par une forte présence des acteurs militaires au sein de ses affaires publiques. Le dernier événement de ce type remonte à 2014, date à laquelle les forces armées royales thaïlandaises menées par le général Prayut Chan-o-cha ont renversé le gouvernement civil de Yingluck Shinawatra, au nom de la

²⁰ République Socialiste du Viêt Nam, ministère de la Défense nationale, *2019 Viet Nam National Defence*, National Political Publishing House, 2019, p. 19.

²¹ Human Rights Watch, « [Vietnam: New Wave of Arrests of Critics](#) », 5 mars 2024.

²² Center for Strategic and International Studies (CSIS), « [South China Sea Incident Tracker](#) », *CSIS South China Sea*, consulté le 23 avril 2024.

²³ République Socialiste du Viêt Nam, ministère de la Défense nationale, *2019 Viet Nam National Defence*, National Political Publishing House, 2019, p. 19.

²⁴ *Ibid.*, p. 16-17.

²⁵ REGALADO Francesca, « [Who is Srettha Thavisin, Thailand's next prime minister?](#) », *Nikkei Asia*, 22 août 2023.

protection de la royauté²⁶. Devenu Premier ministre, Chan-o-Cha restera au pouvoir jusqu'en 2023²⁷.

La Thaïlande fait partie des membres fondateurs de l'ASEAN lors de sa création en 1967²⁸. Sa politique étrangère a longtemps été marquée par une alliance rapprochée avec les États-Unis. Cependant, les relations stratégiques entre Bangkok et Beijing (établies depuis 1979) se sont intensifiées après le coup d'État militaire de 2014²⁹.

La lecture thaïlandaise des menaces est inscrite dans le *Plan de politiques de sécurité nationale* de 2019. On y trouve les éléments suivants : 1) les menaces envers l'intégrité du gouvernement thaïlandais, y compris les mouvements séparatistes dans les provinces méridionales³⁰ et les conflits territoriaux³¹, 2) les trafics transfrontaliers de drogues et de personnes liées à l'existence de conflits dans les États limitrophes³², et 3) les rivalités de grande puissance et leurs impacts en Asie du Sud-Est comme dans le cadre de la compétition entre la Chine et États-Unis³³.

Contrairement à ce qui est observé pour le Viêt Nam, on remarque que la Thaïlande est davantage concernée par des menaces de nature terrestre, en particulier les menaces non étatiques. En premier lieu, les questions d'intégrité du gouvernement thaïlandais sont autant associées à la préservation de sa monarchie, qu'à l'assurance de l'unité de son territoire, notamment face aux mouvements séparatistes existant depuis l'annexion par le Royaume de Siam du Sultanat de Patani en 1786. Les velléités séparatistes préexistent donc à la création de l'État thaïlandais moderne, et sont perçues comme une menace dès la fondation de la monarchie constitutionnelle en 1932³⁴. Depuis 2004, la résurgence de l'insurrection armée dans les provinces méridionales³⁵ représente un front d'action

²⁶ Reuters, « [Timeline: Thailand's turbulent politics since 2014 military coup](#) », 6 août 2020, consulté le 23 avril 2024.

²⁷ REGALADO Francesca, *op. cit.*

²⁸ ASEAN, « [The founding of ASEAN](#) », consulté le 29 mars 2024.

²⁹ HEWISON Kevin, « Thailand: an old relationship renewed », *The Pacific Review*, vol. 31, n° 1, 2018, p. 116–190.

³⁰ CHACHAVALPONGPUN Pavin, « Peace and Conflict Studies in Thailand: The Primacy of the State's Narrative of Security », *Asian Journal of Peacekeeping*, vol. 11, n° 1, 2023, p. 95–117.

³¹ Cour internationale de Justice, « [Vue d'ensemble de l'affaire](#) », *Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)*, consulté le 29 mars 2024.

³² CHACHAVALPONGPUN Pavin, « Years of living dangerously: Thailand's current Security Challenges », *NIDS Joint Research Series*, n° 6, 2011, p. 52–62.

³³ Bureau du Premier ministre, Office du Conseil de sécurité nationale, *The National Security Policy and Plan (2019-2022)*, 2019.

³⁴ CHAMBERS Paul W., « The role of security forces in Thailand's Deep South Counter-Insurgency », *Asian International Studies Review*, vol. 20, 2019, p. 53–77.

³⁵ International Crisis Group, « [Southern Thailand : Insurgency, not jihad](#) », ICG Report, 18 mai 2005.

conséquent pour les forces armées thaïlandaises³⁶. Quant à la protection du pouvoir royal, c'est au nom de cette dernière que les militaires thaïlandais ont, à plusieurs reprises, débouté les pouvoirs civils³⁷.

En deuxième lieu, la Thaïlande cible les problèmes découlant de divers trafics illicites. En effet, les activités séparatistes, mais aussi le conflit civil au Myanmar, au nord de la Thaïlande, génèrent d'importants mouvements transfrontaliers. Un nombre conséquent de réfugiés transite par la zone limitrophe entre les deux pays³⁸, mais aussi des personnes victimes de traite des êtres humains³⁹. À ce portrait s'additionnent les troubles causés par les trafiquants de drogues et d'armements. Ces problèmes suscitent d'autant plus la méfiance de Bangkok, que la situation sécuritaire dégradée des provinces méridionales facilite le déplacement du Nord au sud de groupes criminels⁴⁰.

Enfin, la Thaïlande considère qu'une politique internationale « flexible et prudente » dans un monde multipolaire doit être adoptée pour faire face à la potentielle déstabilisation de la région par la rivalité Beïjin-Washington⁴¹.

1.2. La souveraineté maritime, enjeu sécuritaire saillant

L'étude des livres blancs de la défense révèle, pour le Viêt Nam et la Thaïlande, une prise en considération particulière des questions maritimes. Par exemple, il est inscrit dans le livre blanc vietnamien qu'

« En tant que nation maritime, le Viêt Nam porte toujours une attention particulière à la sécurité maritime, s'assurant que les mers du Viêt Nam soient sûres [...] et strictement contrôlées ». Quant à la Thaïlande, le livre blanc de 2019 explique que *« bien que les eaux thaïlandaises soient sécurisées [...], le royaume fait face à un problème récurrent d'intrusions*

³⁶ CHALERMSRIPINYORAT Rungrawee, « Dialogue without negotiation : illiberal peace-building in Southern Thailand », *Conflict, Security & Development*, vol. 20, n° 1, 2020, p. 71-95.

³⁷ RUSSELL Martin, « [Thailand: from coup to crisis](#) », *European Parliamentary Research Service*, novembre 2020.

³⁸ The Bangkok Post, « [About 3000 Myanmar nationals flee fighting to Tak](#) », *Bangkok Post*, 21 avril 2024.

³⁹ Organisation des Nations unies, « [New normal: assessing illicit trafficking changes along the Thailand Myanmar border](#) », *UNODC Regional Office for Southeast Asia and the Pacific*, 20 septembre 2020.

⁴⁰ RAKKANAM Pimuk et MAMA Rapee, « [Criminality adds to conflict in Thailand's Deep South](#) », *Benar News*, 15 juin 2016.

⁴¹ Bureau du Premier ministre, Office du Conseil de sécurité nationale, *The National Security Policy and Plan (2019-2022)*, 2019, p. 3.

dans ses eaux, liées à ses ressources maritimes abondantes, ce qui impacte la sécurité maritime de la région. »⁴²

Il s'agit dans cette section d'expliciter les points communs et les divergences entre les lectures vietnamienne et thaïlandaise des menaces spécifiques envers cette sphère particulière.

Pour le Viêt Nam et la Thaïlande, comme pour la plupart des pays d'Asie du Sud-Est, la mer est une ressource écologique et un composant économique crucial, que ce soit à travers la pêche et la pisciculture, le tourisme ou encore l'exploitation des ressources pétrolières et gazières. De plus, les routes commerciales qui traversent la région permettent le transit commercial des États limitrophes de la mer de Chine méridionale, de la mer d'Andaman, du détroit de Malacca ou du golfe de Thaïlande.

Dans le contexte des échanges globaux actuels, le trafic dans ces zones est particulièrement intense. Elles sont un point de passage obligatoire entre les manufactures chinoises et l'océan Indien, par lequel circule un volume important de biens vers l'Europe. Par exemple, 40 % du commerce maritime annuel transite par la mer de Chine méridionale⁴³. Le pétrole des États du Golfe y est transporté vers les puissantes économies d'Asie de l'Est et d'Océanie. Ces routes sont donc des composantes centrales dans la prospérité de la région et donc des éléments structurels aux considérations sécuritaires en Asie du Sud-Est. Loin de dissocier les aspects économiques de la défense nationale, ces sources de revenus importantes font l'objet d'une sécurisation accrue dans la région⁴⁴.

Au Viêt Nam, le développement économique est indissociable de la sphère maritime : pêche, aquaculture et exploitation des ressources fossiles en mer sont des sources cruciales de revenu. Pour les 28 provinces côtières, l'« économie bleue » génère à 60 % du PIB. Par ailleurs, la livraison des produits manufacturés et l'export de produits agricoles, qui sont les autres sources de revenus au Viêt Nam, dépendent d'une navigation libre et sûre. Le Viêt Nam projette par ailleurs de devenir une puissance maritime d'ici 2030⁴⁵. De manière analogue, la Thaïlande dépend de son littoral et de ses ressources pour générer le revenu du pays. Que ce soit à travers le tourisme (10 % du revenu national thaïlandais⁴⁶), la pêche ou les forages gaziers et pétroliers, l'économie thaïlandaise dépend fortement de la préservation des littoraux, de la disponibilité des ressources maritimes, et de la liberté de

⁴² *Ibid.*, p. 5.

⁴³ PHAYAL Anup, GOLD Aron et PRINS Brandon, « Interstate hostility and maritime crime: Evidence from Southeast Asia », *Maritime Policy*, vol. 143, 2022, p. 1–9.

⁴⁴ EDWARDS Scott et BRADFORD John, « [Southeast Asia's Maritime Security Challenges: An Evolving Tapestry](#) », *CSIS Maritime Transparency Initiative*, 28 mars 2023.

⁴⁵ Vietnam Law & Legal Forum, « [Vietnam set to become a powerful marine nation by 2030](#) », *Focus*, 31 décembre 2018, consulté le 29 mars 2024.

⁴⁶ Asian Development Bank, [A road map for scaling up private sector financing for the blue economy in Thailand](#), novembre 2023.

naviguer⁴⁷. Dans les deux cas, cette centralité des espaces maritimes est entrecroisée avec les problématiques sécuritaires citées plus haut : les prétentions territoriales superposées opposant les différents États de la région, les trafics (armes, personnes, drogues) ainsi que la piraterie et la pêche illégale. Pour ces raisons, Hà Nội comme Bangkok considèrent la sécurité maritime comme un élément prioritaire de leur politique de défense⁴⁸.

Comme le montre la carte 1, les zones maritimes d'Asie du Sud-Est, parmi lesquelles la mer de Chine méridionale et le golfe de Thaïlande, sont sujettes à un entrelacs de prétentions territoriales. En mer de Chine méridionale se croisent des revendications vietnamiennes, philippines, malaisiennes, indonésiennes et bruniennes. En outre, la République populaire de Chine et Taiwan portent des prétentions sur un large territoire délimité par la Ligne en neuf traits (en rouge sur la carte). Ces prétentions se basent sur des revendications territoriales d'îlots et d'archipels, parmi lesquels les îles Paracels, l'archipel des Spratley, ou le récif de Scarborough. Autour de ces terres émergées, certaines parties au conflit revendiquent l'application de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982, affirmant que les îlots possèdent une ligne de base à partir de laquelle s'étendent les eaux territoriales et les zones économiques exclusives (ZEE)⁴⁹. À ce sujet, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye affirmait dans une sentence de juillet 2016 que les îles des archipels disputés ne permettent pas la qualification d'eaux territoriales compte tenu de leur petite taille et de l'absence – passée ou présente – d'habitations permanentes⁵⁰. D'autres parties au conflit, comme la Chine, avancent une souveraineté historique du territoire disputé — argument qui n'est pas retenu par la Cour d'arbitrage⁵¹.

Du côté de la Thaïlande, en mer d'Andaman comme dans le golfe de Thaïlande, tout navire désirant rejoindre les côtes thaïlandaises doit passer par les ZEE, voire les eaux territoriales de plusieurs pays (Inde, Myanmar, Indonésie, Malaisie, Singapour). Cette situation mène à un enclavement de facto⁵². Si le transport maritime n'est actuellement pas une source de tensions, celui de l'accès aux zones de pêches génère la discorde. Les pêcheurs thaïlandais, face à l'appauvrissement des eaux territoriales, cherchent le poisson toujours plus loin, en eaux étrangères — s'exposant à des confrontations entre pêcheurs de différents pays ainsi

⁴⁷ SANGLEE Tita, « [Assessing Thailand's Maritime Governance Capacity: Priorities and Challenges](#) », *CSIS Asia Maritime Transparency Initiative*, 10 janvier 2024.

⁴⁸ *Ibid.* ; KONGRAWD Somjade, « [Thailand's Conceptualizations of Maritime Security](#) », *CSIS Asia Maritime Transparency Initiative*, 1^{er} décembre 2021 ; NGUYỄN Hoàng Anh Thu, « [Assessing Vietnam's Maritime Governance Capacity: Priorities and Challenges](#) », *CSIS Asia Maritime Transparency Initiative*, 10 janvier 2024.

⁴⁹ BECKMAN Robert C. SCHOFIELD Clive H., « Defining EEZ Claims from Islands: a potential South China Sea Change », *The International Journal of Maritime and Coastal Law*, vol. 29, 2014, p. 193-243.

⁵⁰ Cour permanente d'arbitrage, « In the matter of the South China Sea Arbitration. The Republic of the Philippines v. The People's Republic of China », 12 juillet 2016.

⁵¹ LEE Hwon, « The legality of militarization of the South China Sea and its legal implications », *International Journal of Maritime Affairs and Fisheries*, vol. 15, n° 1, juin 2023, p. 1-24.

⁵² SANGLEE Tita, *op. cit.*, consulté le 29 mars 2024.

qu'à des arrestations. De plus, Bangkok et Phnom Penh se disputent une aire de 26 000 km² dans le golfe de Thaïlande⁵³. Des discussions sont en cours entre le Cambodge et la Thaïlande pour résoudre ce conflit.

Carte 1. Revendications territoriales en mer de Chine méridionale



Source : [Wikimedia commons](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:South_China_Sea_Territorial_Claims_Map), traduite par le GRIP, 2024

⁵³ JONES William J., « [Politics, Energy, and Nationalism: Thailand and Cambodia's Overlapping Maritime Claims](#) », *The Diplomat*, 15 mars 2024.

Ces disputes mènent à des confrontations entre pêcheurs et forces armées des différents pays impliqués, notamment en mer de Chine. Ces incidents violents impliquent parfois des tirs à balles réelles, des collisions volontaires entre navires et des arrestations⁵⁴. Bien que se limitant à des confrontations de faible intensité, le Viêt Nam et la Chine ont connu un pic de tension en mai 2014, lorsqu'une plateforme pétrolière chinoise s'est installée dans la ZEE revendiquée par le Viêt Nam, à 120 miles marins de ses côtes. Hà Nội, qui exigeait le retrait de la plateforme, a déployé une trentaine de navires. En réponse, Beijing a envoyé une flotte d'environ 120 bâtiments, parmi lesquels des frégates et des bateaux lance-missiles. Durant les deux mois que durèrent les hostilités, de nombreuses collisions entre vaisseaux chinois et vietnamiens se produisent. Bien que l'on ne déplore que des pertes matérielles, l'évènement cause une importante crise diplomatique entre les deux États⁵⁵.

En outre, la mer de Chine méridionale connaît une militarisation croissante, avec une présence permanente de forces armées vietnamiennes, chinoises et philippines. La Chine y a construit trois bases militaires, et le Viêt Nam prévoit de renforcer sa présence à travers l'installation de deux bases⁵⁶. Bien que ces questions de sécurité soient débattues tant au niveau bilatéral que multilatéral dans des enceintes diplomatiques telles que l'ASEAN+3, force est de constater que les négociations n'ont pas mené à une résolution durable des disputes territoriales. Certaines initiatives telles que la Déclaration sur le code de conduite dans la mer de Chine méridionale, ratifiée en 2012 par les États de l'ASEAN et la Chine, ont tenté d'établir des règles de comportement entre parties⁵⁷. Cependant, leur succès s'est avéré limité au vu de la persistance des incidents et de la militarisation croissante de la zone.

En plus de ces tensions étatiques, les mers d'Asie du Sud-Est sont le théâtre d'un important problème de piraterie, de vols à main armée ciblant des navires commerciaux, de trafics de drogues et d'armements, ainsi que de traite des êtres humains⁵⁸. L'activité de passeurs y est récurrente. Les différentes crises politiques et écologiques dans la région ont causé une crise migratoire sur le flanc occidental de l'Asie du Sud-Est. La guerre et les répressions politiques au Myanmar ont poussé des milliers de boat-people, parmi lesquels des Rohingyas et des Karens à risquer leur vie en tentant de rejoindre la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie par la mer. Selon l'Organisation internationale de la migration, le nombre de réfugiés rohingya dans la région s'élèverait à plusieurs centaines de milliers. Parmi eux, 89 % auraient fait appel à des passeurs⁵⁹. Entre 2022 et 2023, le Haut Conseil des Nations unies

⁵⁴ Center for Strategic and International Studies, « [South China Sea Incident Tracker](#) », *CSIS-iLab*, consulté le 29 mars 2024.

⁵⁵ CSIS, « [South China Sea Incident Tracker](#) », *CSIS South China Sea*, consulté le 23 avril 2024.

⁵⁶ NHK (Japan Broadcasting Corporation), « [China, Vietnam speed up developments in South China Sea as territorial disputes intensify](#) », 25 décembre 2023.

⁵⁷ ASEAN, « [Declaration on the conduct of Parties in the South China Sea](#) », *Statements*, consulté le 29 mars 2024.

⁵⁸ FRÉCON Éric, [The resurgence of sea piracy in Southeast Asia](#), Carnets de l'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC), 2018.

⁵⁹ United Nations Office on Drugs and Crime, *Migrant smuggling in Southeast Asia*, Rapport de recherche, mars 2024.

pour les droits de l'Homme a dénombré pas moins de 8 196 Rohingyas tentant de fuir le Myanmar par la mer. 917 d'entre eux ont péri pendant leur périple sur cette période⁶⁰. Outre les dangers associés aux mauvaises conditions de voyage, ces personnes risquent d'être les victimes de trafic illicite de personnes⁶¹.

Ces éléments contextuels poussent la Thaïlande comme le Viêt Nam à considérer les problématiques de souveraineté maritime comme des points saillants en matière de défense. Cependant, la focale est portée de manière différente entre Bangkok et Hà Nội. De manière analogue à sa lecture de la menace générale, la Thaïlande lie ses problématiques de sécurité maritimes à des dangers d'ordre non étatique, tels que la piraterie, la pêche illégale ou les trafics⁶² perçus comme particulièrement menaçants⁶³, car Bangkok les assimile aux activités des mouvements séparatistes⁶⁴. Pour ce qui est des menaces étatiques, le conflit territorial en mer qui oppose la Thaïlande au Cambodge fait l'objet d'un dialogue et d'une consultation régulière. La Thaïlande n'a par ailleurs pas de différend ouvert avec la Chine, contrairement au Viêt Nam. En effet, l'existence de conflits territoriaux autour des îles Paracels et Spratley pousse Hà Nội à se focaliser sur une menace maritime d'ordre conventionnel, c'est-à-dire un risque de conflit interétatique au sujet des zones disputées⁶⁵.

1.3. Rationnels de l'achat d'armements

Les différents défis en matière de souveraineté maritime, ainsi que cette lecture différenciée de la menace en Thaïlande et au Viêt Nam, impactent les politiques d'armement qu'adoptent les États. Une analyse des données d'importations compilées par le SIPRI, ainsi que des ressources collectées par l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS) permet de constater dans les deux cas d'étude une tendance à la hausse de l'achat de matériel maritime. Cette dynamique est plus saillante au Viêt Nam qu'en Thaïlande, bien que Bangkok démontre, à travers ses derniers programmes d'acquisition, des ambitions de renforcement de sa sécurité maritime.

Selon le chercheur Carlyle Thayer, la hausse des dépenses militaires du Viêt Nam coïncide avec la croissance que connaît le pays depuis la seconde moitié des années 1990⁶⁶. Bien qu'il n'y ait pas de corrélation systématique entre le développement économique et l'augmentation des dépenses militaires, la rapide croissance que connaît le pays offre des

⁶⁰ *Ibidem*.

⁶¹ CHAN Etsey, « [Uneven Refugee Protections Across Southeast Asia Put Migrants at Risk](#) », *The Diplomat*, 30 décembre 2021.

⁶² SANGLEE Tita, *op. cit.*

⁶³ SANGLEE Tita, *op. cit.*

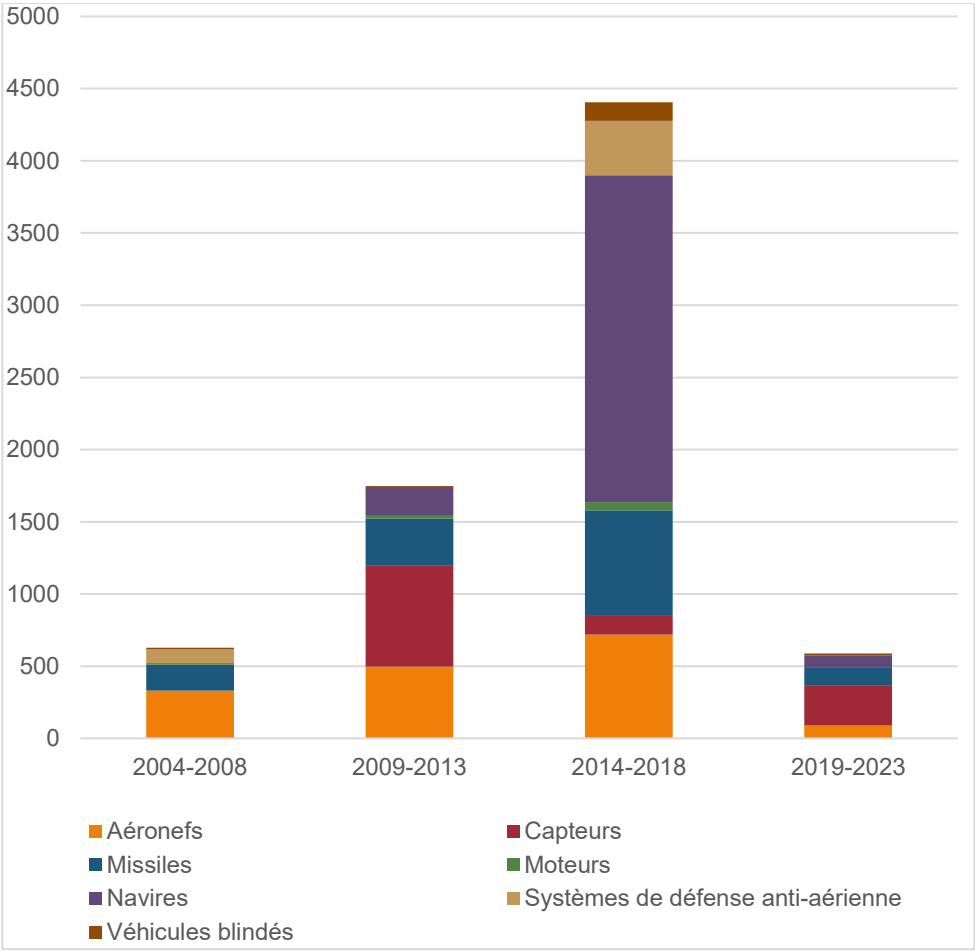
⁶⁴ VAN GINKEL Michael, « [Thailand's Deep South Insurgencies: Exploiting the Maritime Domain](#) », *The Diplomat*, 14 août 2020.

⁶⁵ NGUYỄN Hoàng Anh Thư, *op. cit.*

⁶⁶ THAYER Carlyle, « Force Modernization: Vietnam », *Southeast Asian Affairs*, 2018, p. 429-444.

moyens pour l'acquisition de nouvelles pièces d'armement. Concernant la hausse des dépenses militaires en Thaïlande, de nouveau, croissance économique et augmentation des budgets militaires ne sont pas linéaires. Elles répondent plutôt à des problématiques sécuritaires perçues par les gouvernements vietnamien et thaïlandais : pour le premier, il s'agit d'assurer sa souveraineté maritime, pour le second, de lutter contre les mouvements séparatistes du sud de la Thaïlande. Ces lectures sont indéniablement reflétées dans les acquisitions.

Graphique 2. Évolution du volume d'importation d'armes du Viêt Nam selon la catégorie d'armement en millions TIV pour 2004-2008, 2009-2013, 2014-2018 et 2019-2023

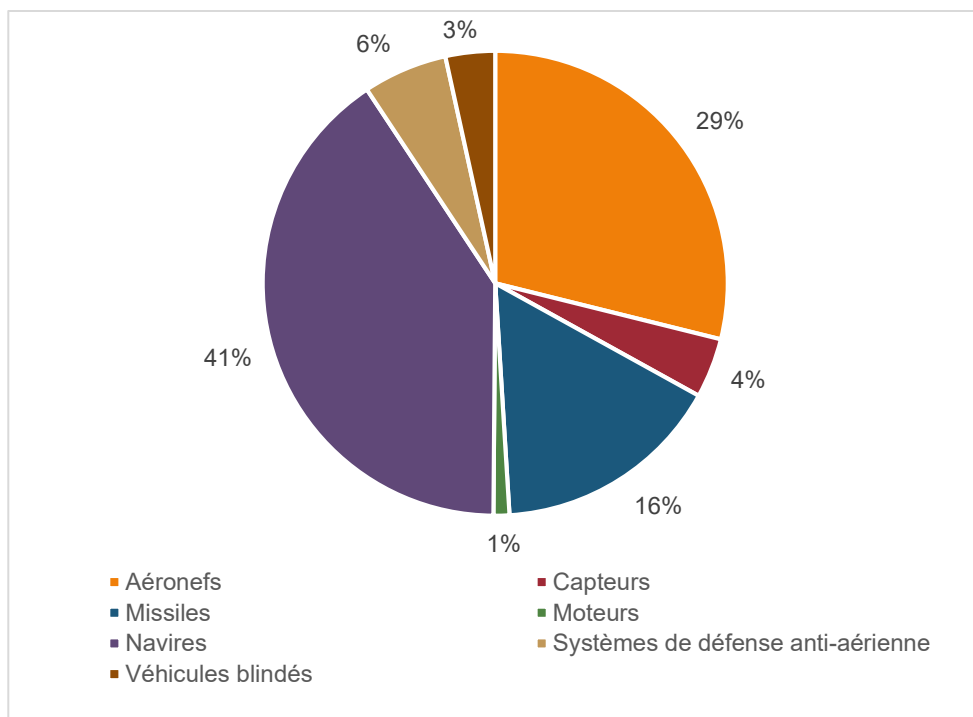


Source : GRIP d'après SIPRI

Du côté du Viêt Nam, on remarque une forte croissance des achats d'armements entre les tranches quinquennales 2004-2008 et 2009-2013 (**graphique 2**, ci-contre). Les dépenses (indiquées sur le graphique en million TIV) ont plus que quadruplés. À la tranche 2014-2018, on constate un pic dans les importations des vingt dernières années. En 2019-2023, les acquisitions connaissent une baisse importante, en raison de la pandémie mondiale de COVID-19, qui a mis un coup d'arrêt à de nombreuses livraisons.

En ventilant les acquisitions par catégories d'armement, on note que la part d'achats de navires, inexistante dans la tranche 2004-2008, constitue plus d'un tiers des importations entre 2009 et 2013, et la moitié de celles de 2014-2018. Malgré la réduction des dépenses militaires entre 2019 et 2023, la proportion de navires s'élève à 41 % des débours totaux comme le montre le **graphique 3** ci-dessous. L'acquisition de navires est ainsi le poste de dépense le plus important en matière d'équipement pour les forces armées vietnamiennes. En deuxième place, les achats d'aéronefs empruntent une courbe plus stable entre 2004 et 2023 et constituent 29 % des acquisitions. Les missiles, acquis en nombre croissant jusqu'en 2019, comptent pour 16 % des importations, suivis par les systèmes de défense antiaérienne (6 %), les capteurs (4 %), les véhicules blindés (3 %) et enfin les moteurs (1 %).

Graphique 3. Parts en pourcentage des types d'armement acquis par le Viêt Nam, 2004-2023



Source : GRIP d'après SIPRI

Un simple regard sur le type d'équipements acquis par le Viêt Nam (**graphique 3** page précédente) montre que les importations validées par Hà Nội correspondent à sa lecture des menaces. Un bref retour sur les conclusions des différents Congrès du Parti communiste vietnamien, ainsi que sur les livres blancs de défense de 2009 et 2019 ⁶⁷ conforte cette observation. L'importance des achats pour le domaine maritime, plus particulièrement à destination de la Marine populaire ou de la Garde côtière⁶⁸, peut être expliquée par la centralité stratégique des mers pour le Viêt Nam. Selon la chercheuse Bich Tran, les différents événements politiques — qu'ils soient récurrents ou plus ponctuels, sont précurseurs d'importations d'armement maritime. Au fil des années, les congrès successifs du parti communiste vietnamien ont réitéré leur priorité sur les facultés de défense en mer et l'ambition de Hà Nội de devenir une puissance maritime⁶⁹.

Certains événements ont ainsi poussé le Viêt Nam à étendre ses capacités en mer. Tran note, par exemple, la corrélation entre, d'une part, la revendication chinoise du territoire en mer de Chine méridionale par la ligne en 9 traits en 2009 et, d'autre part, la décision de Hà Nội, la même année, de se procurer six sous-marins *Kilo* russes. Ainsi, la Marine populaire vietnamienne est passée de deux sous-marins en 2004 (des *Yugo*, provenant de République démocratique populaire de Corée), à huit. Les sous-mariniers vietnamiens suivent par ailleurs des formations auprès de leurs contreparties en Russie et en Inde. Les six *Kilo* auraient été acquis, selon un cadre du ministère de la Défense nationale, pour garantir la souveraineté maritime. À la fin du programme d'importation en 2017, la marine vietnamienne a ainsi comblé une partie du retard capacitaire par rapport aux pays d'Asie du Sud-Est déjà dotés de ce type d'équipements.

À la suite de l'installation en 2014 d'une plateforme pétrolière chinoise, le Viêt Nam s'ouvre à d'autres partenariats de défense avec les États-Unis et la Corée du Sud notamment. C'est ainsi que les corvettes sud-coréennes *Po Hang* sont importées en 2017 de Corée du Sud⁷⁰. En 2021, Hà Nội acquiert pour la Garde côtière un patrouilleur offshore *Hamilton* en seconde main auprès des États-Unis, un achat rendu possible par la levée en 2017 de l'embargo étatsunien sur les armements à destination du pays⁷¹.

⁶⁷ République Socialiste du Viêt Nam, ministère de la Défense nationale, *Vietnam National Defence*, décembre 2009, p. 26. République socialiste du Viêt Nam, ministère de la Défense nationale, *2019 Viet Nam National Defence*, National political publishing house, 2019, p. 16-17.

⁶⁸ The International Institute for Strategic Studies (IISS), « East Asia and Australasia », *The Military Balance 2004*, Routledge, 2004, p. 161-193 ; IISS, « Chapter 5: Asia », *The Military Balance 2024*, Routledge, 2024, p. 218-327.

⁶⁹ TRAN Bich, « Vietnam's quest for enhanced maritime domain awareness », *ISEAS Perspective*, n° 96, 2023.

⁷⁰ TORODE Greg, « [Vietnam building deterrent against China in disputed seas with submarines](#) », *Reuters*, 7 septembre 2014.

⁷¹ STOREY Ian, « Force Modernization: Vietnam », *Southeast Asian Affairs*, 2018, p. 437.

Les recensements successifs de l'*International Institute for Strategic Studies* montrent un remplacement et une amélioration de l'équipement maritime. Le nombre de navires de guerre de surface a fortement augmenté, passant de 42 navires de patrouille et de combat côtier et six frégates en 2004 (parmi lesquelles cinq *Petya II* et *Petya III*, et un de *Classe Barnegat* étatsunien, repris de la République du Viêt Nam)⁷² à 73 en 2024. À ceci s'ajoutent 55 patrouilleurs⁷³. La Marine populaire vietnamienne s'est par ailleurs dotée d'avions de patrouille maritime *DHC-6-400 Twin Otter* canadiens entre 2012 et 2014, qui complètent les hélicoptères soviétiques *Ka-28 Helix A* et *Ka-32 Helix C* (appartenant originellement à la Force populaire aérienne vietnamienne)⁷⁴. Le but de ces achats est d'assurer un quadrillage de surveillance et de dissuasion plus large en mer de Chine méridionale, et ainsi assurer la souveraineté vietnamienne face à l'assertivité de la Chine. Selon le chercheur Fabio Figiaconi, le Viêt Nam ambitionne de déployer une stratégie de déni d'accès sur ses zones revendiquées. Il s'agit, malgré le différentiel de puissance avec la Chine, d'y rendre coûteuse toute tentative d'action⁷⁵. Cela implique d'assurer une présence militaire et policière en haute mer, tant pour lutter contre les trafics que pour prévenir l'activité de forces étrangères sur les territoires disputés⁷⁶.

Du côté de la Thaïlande, le **graphique 4** (page suivante) illustre que pendant la période quinquennale allant de 2004 à 2008 à celle allant de 2009 à 2013, le volume d'acquisition en millions TIV a plus que doublé. Le pic des dépenses militaires se produit sur la tranche quinquennale 2014-2018, marquée par l'entrée au pouvoir d'un gouvernement martial. Comme on le verra par la suite, ce dernier a augmenté le budget des forces armées, ce qui explique aussi d'importants débours pour la défense. Plus spécifiquement, le nombre de véhicules blindés a été quasiment multiplié par quatre dès l'accession au pouvoir de Prayut Chan-o-cha. Les acquisitions d'aéronefs, quoiqu'en diminution lors de l'arrivée des militaires, reste soutenue. On remarque aussi, à travers les années, une croissance des dépenses en matière de capteurs. La baisse des livraisons enregistrées entre les deux périodes 2014-2018 et 2019-2023 peut, là encore, être expliquée par la crise de la COVID19. On constate aussi que comparativement au Viêt Nam, la Thaïlande a acquis un plus petit volume d'armements, mais qu'elle mise sur une plus grande diversité des types d'équipements.

⁷² IISS, « East Asia and Australasia », *The Military Balance 2004*, Routledge, 2004, p. 161-193.

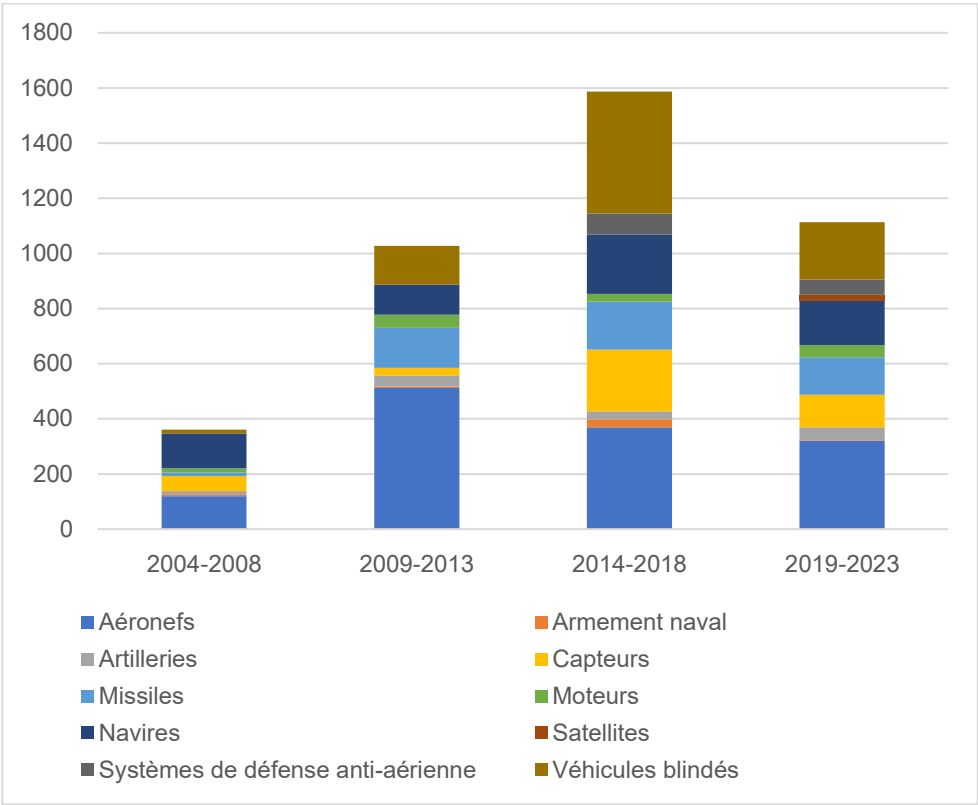
⁷³ IISS, « Chapter 5: Asia », *The Military Balance 2024*, Routledge, 2024, p. 218-327.

⁷⁴ SIPRI, [Arms Transfer Register](#), consulté le 29 mars 2024.

⁷⁵ FIGIACONI Fabio, *Arms in Asia: the EU, Weapons Exports and Southeast Asia*, CSDS Policy Brief, 22 mai 2023.

⁷⁶ TORODE Greg, *op. cit.*

Graphique 4. Évolution du volume d'importations d'armes de la Thaïlande selon la catégorie d'armement en millions TIV pour 2004-2008, 2009-2013, 2014-2018 et 2019-2023

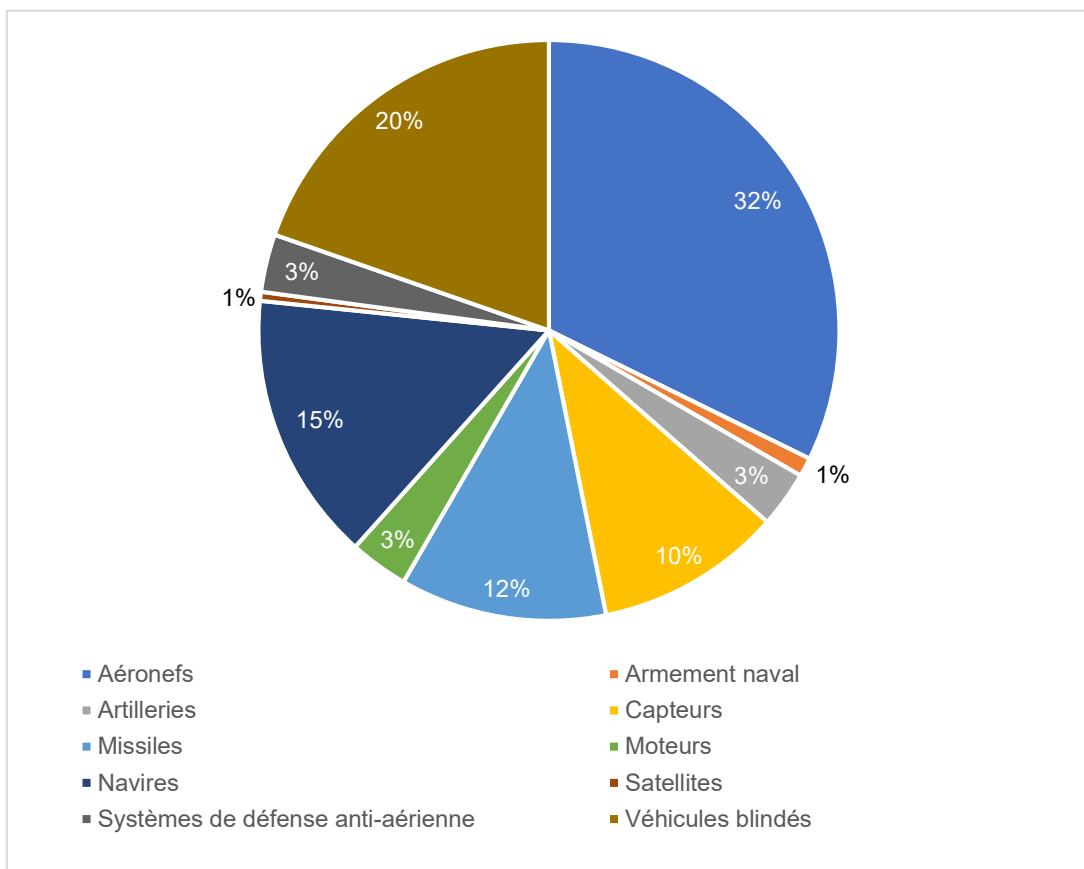


Source : GRIP 2024 selon SIPRI 2024

Un bref regard sur les armements importés par Bangkok sur le **graphique 5** (ci-contre) suffit pour voir que le poste d'achat le plus important est constitué par les aéronefs, suivis par les véhicules blindés, puis les navires. Dans la base de données du SIPRI on remarque, entre 2004 et 2023, l'acquisition de douze avions *JAS-39C Gripen* suédois par l'entreprise Saab entre 2011 et 2013. Ils sont actuellement en service depuis la base de Surat, qui couvre la partie sud de la Thaïlande. Bangkok ambitionne actuellement d'acquérir douze avions afin de remplacer ses *General Dynamics F-16 Fighting Falcon*. Le choix devra s'effectuer entre une nouvelle flotte de *F-16* ou de *Gripen*. Plus remarquable encore, on note l'acquisition d'un nombre important d'hélicoptères, dont plus de 100 pièces ont été achetées. Une comparaison du volume de cet équipement entre 2004 et 2024 montre que ces acquisitions ont pour but la modernisation de la flotte thaïlandaise, dans un contexte de contre-

insurrection. Une analyse de l'équipement listé par IISS entre 2004 et 2024 montre bien que si les importations sont nombreuses, le nombre d'items varie peu⁷⁷.

Graphique 5. Parts en pourcentage des types d'armements acquis par la Thaïlande, 2004-2023



Source : GRIP d'après SIPRI, 2024.

En outre, on remarque dès 2009 l'émergence de drones parmi les importations d'armements. Sur les 28 items commandés, on note l'importance du matériel israélien, avec quatre drones MALE *Hermes 450* mis au service des forces terrestres, deux *Dominator* et deux *Aerostar* déployés auprès des forces aériennes. L'Armée a déclaré en 2017 qu'elle comptait en faire usage dans le sud du pays afin de patrouiller les zones à risques, limitant ainsi les pertes humaines parmi ses troupes⁷⁸. La marine royale s'est procuré, depuis 2020,

⁷⁷ IISS, « Chapter 5: Asia », *The Military Balance 2024*, Routledge, 2024, p. 218-327 ; IISS, « East Asia and Australasia », *The Military Balance 2004*, Routledge, 2004, p. 161-193.

⁷⁸ The Nation, « [Drones will be useless in battling Southern Insurgency](#) », *Perspectives*, le 7 octobre 2017.

six drones *Camcopter* autrichiens, conçus pour être déployés depuis un navire. En addition aux douze avions de reconnaissance *DA-42* autrichiens acquis entre 2010 et 2020, ces équipements permettent principalement des missions de surveillance, ce qui correspond là aussi à la volonté de Bangkok de répondre à une menace de type non conventionnel.

L'achat supplémentaire de véhicules blindés divers — allant du véhicule de transport de troupes *BTR-3* ukrainien au tank, en passant par le blindé léger de patrouille —, fait écho à la lecture des menaces sécuritaires d'ordre terrestre perçue par le gouvernement thaïlandais⁷⁹. Ces achats ont principalement vocation à remplacer un équipement devenu vétuste. En 2023, par exemple, l'exécutif thaïlandais validait l'acquisition de 150 blindés pour renouveler les blindés déployés au sud de la Thaïlande. La porte-parole du gouvernement a justifié ces achats par le besoin de sécuriser les déplacements des troupes terrestres et les protéger contre les tirs d'armes à feu et les explosifs improvisés⁸⁰. De nouveau, on remarque que la focale sécuritaire est portée sur les risques de conflits intra-étatiques dans le sud du pays.

Du côté des navires, la lecture de la menace intra-étatique s'étend au secteur maritime, que Bangkok associe aussi aux problèmes d'insurrection et de criminalité transfrontalière. Sur les sept derniers vaisseaux acquis pour la marine royale thaïlandaise, quatre sont des patrouilleurs⁸¹, qui permettent d'assurer principalement des missions de surveillance en eaux intérieures. La flotte thaïlandaise actuelle est composée d'une majorité de ces bateaux (63 pièces en fin 2023)⁸². Ceci correspond donc à un besoin perçu de surveiller la sphère maritime, et de prévenir les activités illégales et les activités armées de faible intensité.

Bien que l'approvisionnement de la marine soit moindre en comparaison avec la force royale aérienne thaïlandaise, les récents programmes d'acquisition montrent, selon la chercheuse Tita Sanglee, une volonté thaïlandaise de se doter de meilleures capacités de défense maritime⁸³. Le développement le plus important des dernières années en la matière est la tentative de Bangkok de se fournir trois sous-marins chinois *Classe Yuan* neufs en 2015, avec l'ambition d'en déployer un à proximité de Phuket, en mer d'Andaman, et deux sur la base de Sattahip, dans le golfe de Thaïlande. Alors vice-ministre de la défense thaïlandais, Prawit Wangsuwan a justifié cet achat par un besoin de maintenir une balance militaire dans la région, mentionnant la détention d'équipements analogues par les États

⁷⁹ PONGSUDHIRAK Thitinan, « [Chapter 6 Thailand's security outlook: external trends and internal crises](#) », *Security Outlook of the Asia Pacific Countries and its Implications for the Defense Sector*, p. 85-93.

⁸⁰ « [150 armour-plated trucks to be bought for troops in Thailand's Deep South](#) », *Thai PBS World*, 21 février 2023.

⁸¹ SIPRI, *Arms Transfer Register*, consulté le 29 mars 2024.

⁸² IISS, « Chapter 5: Asia », *op. cit.*, p. 218-327.

⁸³ SANGLEE Tita, « Thailand's quiet pivot to the maritime sphere », *The Diplomat*, 22 décembre 2023.

voisins⁸⁴. La livraison d'un item sur les trois est validée en 2017, mais le processus est jalonné de difficultés, tant financières et juridiques que pratiques. En 2023, le projet est mis de côté par le ministère de la Défense, qui demande une révision du contrat. En lieu et place du sous-marin escompté, le nouveau gouvernement civil propose à Beijing de lui fournir une frégate⁸⁵.

Ce programme d'acquisition, les déclarations de Wangsuwan, mais aussi la persistance d'exercices en milieu maritime atteste de plusieurs tendances. D'une part, on pourrait y voir l'importance qu'accorde Bangkok à son espace maritime, ce qui a été qualifié par Sanglee de « pivot silencieux » vers les mers. Dans les années à venir, et avec le retour en 2023 d'un nouvel exécutif en Thaïlande — lequel a d'ores et déjà décidé une réduction drastique du budget militaire⁸⁶ — il sera intéressant de vérifier si cette hypothèse se confirme. D'autre part, l'idée d'une nécessité de s'équiper de sous-marins pour faire suite à d'autres acquisitions similaires dans la région (notamment celles du Viêt Nam) pourrait indiquer une logique d'effet d'entraînement rejoignant la logique du dilemme de sécurité.

⁸⁴ STOREY Ian, [*Thailand's Military Relations with China: Moving from Strength to Strength*](#), Yusof Ishak Institute, 2019.

⁸⁵ LEE Albert, « [Thailand shelves attack submarine purchase plans](#) », *Naval News*, 23 octobre 2023.

⁸⁶ MACAN-MARKAR Marwaan, *op. cit.*

2. FACTEURS INTERNES ET EXTERNES À L'ACQUISITION D'ARMEMENTS

Au-delà de la lecture sécuritaire des gouvernements, des éléments institutionnels et structurels influent sur le volume des acquisitions d'armements effectuées par le Viêt Nam et la Thaïlande. Les dépenses militaires, comme les partenariats d'importation, sont liées à des facteurs tels que la structure des relations civil-militaire au niveau national ou le positionnement des États dans les rivalités de grandes puissances qui se jouent en Asie du Sud-Est.

2.1. Le rôle prépondérant des forces armées dans la gouvernance vietnamienne et thaïlandaise

La forte hausse des achats d'armements en Thaïlande et au Viêt Nam a été expliquée jusqu'ici à travers une lecture particulière des risques sécuritaires. Cependant, cette seule perception ne suffit pas à expliquer l'importance des dépenses en matière de défense. Pour en saisir les mécanismes, il faut aussi saisir les logiques internes aux États vietnamien et thaïlandais. Plus spécifiquement, la position des forces armées au sein des affaires courantes à Hà Nội et Bangkok permet de comprendre comment les élites militaro-politiques influent sur le budget alloué aux forces armées. Que ce soit au Viêt Nam, avec l'imbrication de l'armée dans le *Politburo* du Parti communiste et dans les entreprises d'État, ou en Thaïlande, avec la mainmise de l'Armée royale thaïlandaise sur la moitié des sièges du Parlement, les militaires détiennent un pouvoir décisionnel crucial. Cette dynamique est particulièrement explicite dans l'achat d'armements, précisent les chercheurs Paul Chambers et Napisa Waitookiat qui nomment ce phénomène « capital kaki ». Ce terme désigne le capital économique que se dégagent les forces armées lorsqu'elles s'ingèrent dans les affaires publiques⁸⁷. La hausse des dépenses en matière de défense en Thaïlande et au Viêt Nam peut donc également être expliquée par le rôle prépondérant des militaires dans le gouvernement.

Au Viêt Nam, l'Armée populaire et le Parti communiste existent dans une logique d'imbrication, et les instances militaires vietnamiennes sont des membres à part entière de l'architecture politique et économique du pays. En effet, dans les trois organes majeurs du Parti communiste (le Politburo, le Secrétariat et le Comité central), une partie indéterminée des sièges est réservée à des membres des forces armées vietnamiennes. Ces dernières possèdent donc une influence considérable sur les politiques publiques, y compris la

⁸⁷ CHAMBERS Paul et WAITOOKIAT Napisa (eds.), *Khaki Capital. The Political Economy of the Military in Southeast Asia*, Nordic Institute of Asian Studies Press, 2017, p. 6.

politique étrangère et de défense. Ainsi, les militaires siégeant au gouvernement ont refusé, au cours des dernières décennies, les différentes tentatives de dépolitiser et réduire les effectifs de l'armée. La hausse conséquente des dépenses militaires reflète ainsi la quasi-omniprésence de l'armée au sein des affaires publiques, y compris dans les politiques d'armement et les programmes d'acquisition⁸⁸.

En Thaïlande, l'armée occupe une place prépondérante dans les affaires publiques. En effet, les coups d'État militaires successifs en Thaïlande ont systématiquement mené à un accroissement important du budget de défense⁸⁹. L'exemple le plus récent est la montée au pouvoir de l'ancien général Prayut Chan-o-Cha en 2014. On remarque dans la tranche 2014-2018 du **graphique 5** (p. 21) une très nette augmentation des acquisitions. Le mécanisme est simple : une fois au pouvoir, la junte s'empare de l'exécutif, et les élites militaires font usage de leur position pour influencer l'allocation des dépenses en faveur de leur organisation⁹⁰. Le chercheur Gregory Raymond relève d'ailleurs que la plus grande partie de ce budget est alloué à l'Armée royale thaïlandaise, qui domine l'appareil martial du royaume. Par conséquent, l'Armée tire de son autorité de généreuses dotations aux capacités terrestres⁹¹. Ce fonctionnement consiste donc en une clé de compréhension de la hausse dans les achats de véhicules blindés dès 2014. On constate aussi que l'augmentation des dépenses militaires coïncide avec une recrudescence de répression et de contrôle des populations face aux mouvements de contestation de la junte⁹². En 2023, le retour d'un gouvernement civil à la suite des élections thaïlandaises de 2023 est marqué par l'annonce d'une réduction du budget et des effectifs militaires, malgré la présence persistante de membre des forces armées dans la sphère législative⁹³.

Les importantes dépenses militaires constatées au Viêt Nam et en Thaïlande sont donc aussi explicitées par l'imbrication des forces armées dans la gouvernance civile. Ces dernières ont réussi, au cours des années, à dégager un pouvoir politique et financier leur permettant d'assumer de nombreuses dépenses, parmi lesquelles les achats d'armements⁹⁴. À ces facteurs internes s'ajoute un paramètre crucial dans les politiques d'acquisitions

⁸⁸ VUVING, Alexander L., « The Architecture and evolution of civil-military relations in Vietnam » in CHONG Alan et JENNE Nicole (eds.), *Asian military evolutions. Civil-military relations in Asia*, Bristol University Press, 2023.

⁸⁹ KAWAURA Akihiko, « Generals in defense of allocation: Coups and military budgets in Thailand », *Journal of Asian Economics*, vol. 58, p. 72-78.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ RAYMOND Gregory R., « The Stubborn Illiberalism and Trialectical Dynamics of Thailand's Civil-Military Relations » in CHONG Alan et JENNE Nicole, *Asian military evolutions. Civil-military relations in Asia*, University of Bristol Press, 2023, p. 149-169.

⁹² PHASUK Sunai, « [Unending Repression under Thailand's Military Junta](#) », Human Rights Watch, 22 mai 2019.

⁹³ CHAMBERS Paul, « [Thailand's military machinations will define post-election political manoeuvring](#) », *East Asia Forum*, 26 juin 2023.

⁹⁴ CHAMBERS Paul et WAITOOKIAT Napisa (eds.), *op. cit.*, p.2.

thaïlandaises et vietnamiennes : la rivalité entre la Chine et les États-Unis qui se joue dans la région.

2.2. Diplomatie des politiques d'acquisition : les importations d'armements en temps de rivalité de grandes puissances

Au-delà de leur lecture de la menace sécuritaire et des relations structurelles entre le gouvernement et de l'armée, la Thaïlande et le Viêt Nam acquièrent des armes dans un climat de rivalités de grande puissance en Asie du Sud-Est. La Chine et les États-Unis s'y disputent le soutien des États de la région, et confrontent leur vision de la gouvernance des mers. Les importations d'armes effectuées par Bangkok comme par Hà Nội servent donc, au-delà de se procurer du matériel militaire, à établir des relations stratégiques dans cette lutte d'influence. Elles sont ainsi indicatrices du positionnement que voudraient assumer les différents États, dans ce contexte politique tendu.

Dans le contexte actuel de rivalité de sino-étasunienne dans la région, on constate une tentative de diversifier les fournisseurs d'armements tant au Viêt Nam qu'en Thaïlande. Par ailleurs, la sélection des partenaires pour les programmes d'acquisitions est révélatrice des relations qu'entretiennent Bangkok et Hà Nội avec Washington et Beijing. Cela s'exprime à travers le choix de se fournir prioritairement auprès d'un exportateur, de refuser les armements d'un État ou encore de multiplier les programmes d'acquisition⁹⁵. De manière plus générale, il est pertinent de mettre en lumière la façon dont le Viêt Nam et la Thaïlande s'efforcent de mitiger les effets de la rivalité systémique entre les deux premières puissances mondiales.

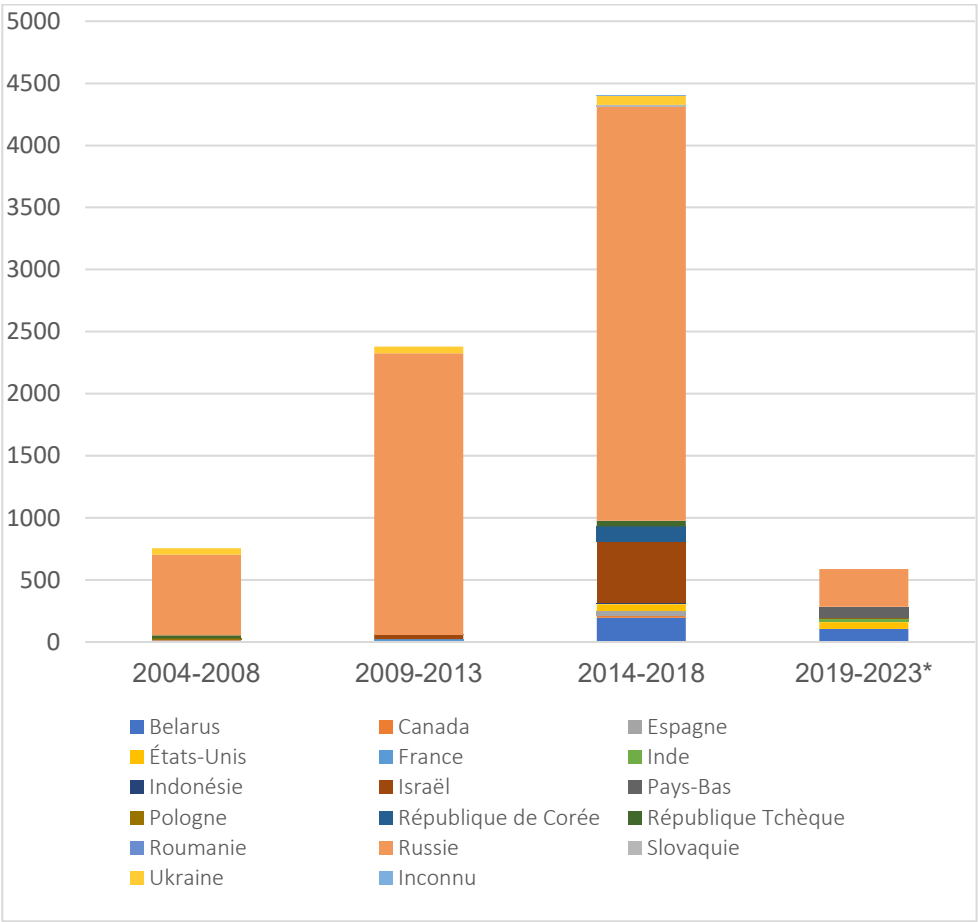
Viêt Nam

En analysant les programmes d'acquisition du Viêt Nam, on remarque d'emblée une volonté d'adopter une approche prudente à l'égard de la rivalité sino-étasunienne, et une très forte méfiance vis-à-vis de la Chine. On note aussi une tentative de s'assurer un approvisionnement à travers de nouveaux partenariats, et d'amoinrir la dépendance aux armements russes. Cette tendance est visible dans le **graphique 6** (page suivante), qui montre l'évolution du volume des acquisitions par le Viêt Nam, par exportateur et par tranches quinquennales depuis 2004. D'emblée, on remarque qu'une très large part des importations effectuées proviennent de Russie. La part russe reste conséquente tout au long de la période étudiée, bien que d'autres partenaires émergent. Dans la période allant de 2004 à 2008, la Russie fournit la quasi-totalité des armements, suivie d'autres États de l'ancien bloc socialiste (Ukraine, Pologne, Tchéquie), ainsi qu'Israël. Entre 2009 et 2013, le Viêt Nam augmente ses dépenses, mais Moscou reste son principal pourvoyeur.

⁹⁵ TORRIJOS Gavril, « [Arms and Influence in Southeast Asia: the Link between Arms Procurement and Strategic Relations](#) », CSIS, 22 septembre 2022.

L'année 2014 marque un vrai tournant, comme indiqué plus tôt. Face à la montée en assertivité de Beijing, Hà Nội décide de diversifier ses programmes d'acquisition et établit des partenariats modestes avec la Corée du Sud, l'Espagne ou encore l'Indonésie. Cette période est aussi marquée par la levée de l'embargo sur les armes létales imposé par les États-Unis au Viêt Nam, rendant possible l'achat d'un patrouilleur océanique de classe *Hamilton* auprès de Washington en 2017.

Graphique 6. Évolutions du volume des importations d'armes du Viêt Nam selon le pays exportateur en millions TIV, 2004-2008, 2009-2013, 2014-2019, 2019-2023

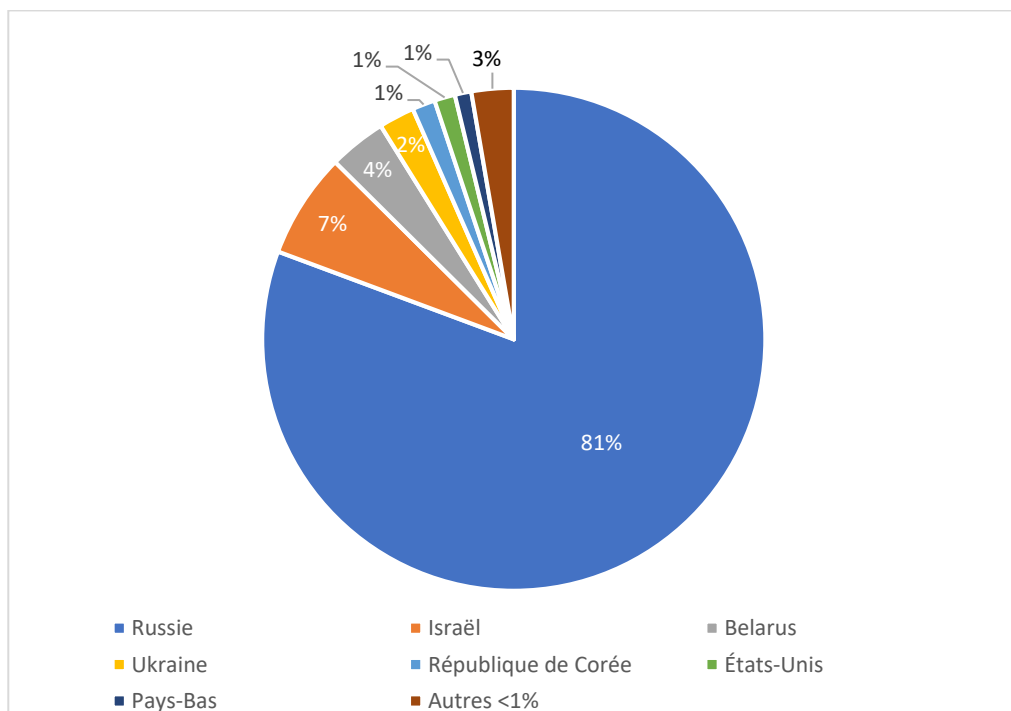


Source : GRIP, d'après SIPRI 2024

On note par ailleurs que ces achats ont principalement été effectués pour renforcer les capacités maritimes. Néanmoins, entre 2014 et 2018, la Russie reste le principal fournisseur. Entre 2019 et 2023, avec la baisse drastique des acquisitions en raison de la pandémie de COVID-19, on constate le volume d'achat le plus bas depuis vingt ans. Même dans ces

circonstances, la Russie reste l'exportateur primaire, quoique d'autres exportateurs persistent.

Graphique 7. Parts en pourcentage de fourniture d'armements au Viêt Nam par pays exportateur, 2004-2023



Source : GRIP, d'après le SIPRI 2024

La diversification des pourvoyeurs d'armements reste donc à relativiser. Si des partenariats d'importation ont été établis avec d'autres États, Moscou garde une position prépondérante dans les acquisitions vietnamiennes. Le **graphique 7** montre en effet que 81 % du matériel militaire vietnamien provenait de la Russie. Le second prestataire, Israël, n'en fournit que 7 % — moins d'un dixième de Moscou. Les autres exportateurs, parmi lesquels le Bélarus, l'Ukraine, la République de Corée et les États-Unis, livrent au maximum 4 % des armements destinés au Viêt Nam.

Si la Russie domine les importations d'armes vietnamiennes, l'offensive de février 2022 sur l'Ukraine a soulevé la nécessité pour Hà Nội de remédier à sa dépendance aux équipements de son principal fournisseur. En effet, la défense vietnamienne comprend qu'une diversification des sources d'approvisionnement permet d'éviter les tensions dans l'offre de matériel que génèreraient les besoins russes dans leurs opérations militaires.

En sus, des liens trop proches avec Moscou pourraient représenter un risque marginalisation de la part des États de l'OTAN, avec lesquelles de meilleures relations sont jugées souhaitables⁹⁶.

Fait notable dans cette analyse : aucune acquisition n'a été faite auprès de la Chine⁹⁷. Ce vide peut être expliqué par la volonté du Viêt Nam de se prémunir des prétentions de Beijing en mer de Chine méridionale. Bien que l'absence d'appétence pour le matériel de défense chinois marque un positionnement fort, il serait erroné d'y lire une volonté d'antagoniser Beijing. Le Viêt Nam et la Chine organisent et participent à des exercices militaires conjoints, tant sur le plan bilatéral que multilatéral⁹⁸. Ces exercices sont cruciaux pour les bonnes relations stratégiques entre États. Le Viêt Nam étant fortement dépendant de la Chine sur le plan économique, il cherche à maintenir des relations cordiales, mais prudentes avec son voisin, malgré les conflits territoriaux, des intérêts divergents et une forte hostilité de la population vis-à-vis de la Chine. Tout en évitant l'escalade du conflit, il s'agit pour le Viêt Nam de montrer son désaccord et défendre ses intérêts — y compris dans les zones maritimes. Si Hà Nội considère la Chine comme une menace potentielle, cela n'a cependant pas pour effet de pousser le gouvernement vietnamien vers un alignement étatsunien. Il s'agit plutôt, pour suivre la doctrine vietnamienne de la *diplomatie du bambou*, d'éviter les effets néfastes des alliances trop marquées, de préférer les collaborations moins formelles entre les deux grandes puissances rivales, en se construisant comme un État pivot dans la région⁹⁹. Cet évitement de l'alignement diffère de la Thaïlande, plutôt caractérisée par une politique de bons auspices vis-à-vis de la Chine comme des États-Unis.

Thaïlande

En comparaison avec le Viêt Nam, les partenariats de la Thaïlande en matière d'acquisition sont plus nombreux et plus diversifiés, malgré un volume d'importation plus modeste. On remarque aussi l'importance de la Chine, de l'Ukraine et des États-Unis parmi les exportateurs, et une évolution qui suit celle des politiques nationales comme internationales. À travers les années, avec la hausse du volume des importations, les pourvoyeurs changent peu. Les contrats sont en général modestes entre 2004 et 2008, mais augmentent rapidement en 2009-2013. Ils connaissent un pic entre 2014 et 2018. La diminution des achats dès 2019, liée au COVID-19, ne correspond cependant pas à une baisse du nombre de partenariats.

En revanche, le **graphique 8** (ci-contre) révèle d'importantes variations du volume des différents partenariats d'un quinquennat à l'autre, notamment entre la Chine et les États-Unis. Ces différences peuvent être expliquées par des éléments comme la stratégie

⁹⁶ GUARASCIO Francesco et VŨ Khanh, « [Vietnam shifts gears on arms trade as it loosens ties with Russia](#) », *Reuters*, 7 décembre 2022, consulté le 29 mars 2024.

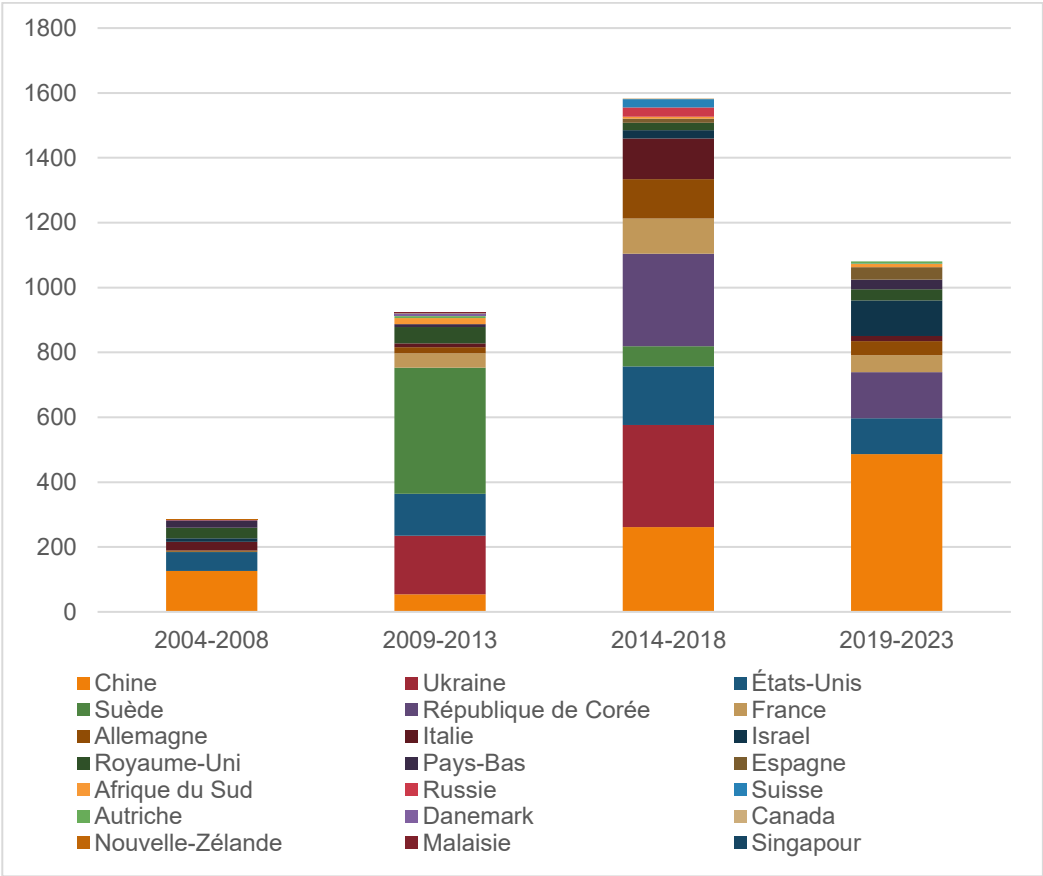
⁹⁷ SIPRI, [Arms Transfer Register](#), consulté le 29 mars 2024.

⁹⁸ STOREY Ian, « [China's military exercises in Southeast Asia belie lack of trust](#) », *Fulcrum*, 27 décembre 2023.

⁹⁹ NGUYEN Khac Giang, « [Xi Jinping in Hanoi: Courting for a common destiny?](#) », *Fulcrum*, le 18 décembre 2023.

de la Thaïlande face à la rivalité des grandes puissances qui se joue dans la région, mais aussi les changements de régime politique thaïlandais, lesquels influent sur les relations que Bangkokentretient avec Washington et Beijing¹⁰⁰.

Graphique 8. Évolution du volume des importations d’armes de la Thaïlande selon le pays exportateur en millions TIV, 2004-2008, 2009-2013, 2014-2018, 2019-2023



Source : GRIP, d’après SIPRI, 2024

Or, la qualité des échanges bilatéraux influe sur les politiques de défense et d’armement du royaume. Dans son analyse, Ian Storey avance que la consolidation des liens entre la Thaïlande et la République populaire de Chine, en comparaison avec les autres États d’Asie du Sud-Est, est facilitée par l’absence de contentieux territoriaux présents ou passés.

¹⁰⁰ STOREY Ian, « Thailand’s Military Relations with China: Moving from Strength to Strength », Yusof Ishak Institute, n° 43, 2019.

Cependant, la diplomatie sino-thaïlandaise s'inscrit dans un contexte plus global de dégradation de relations historiquement privilégiées entre Bangkok et Washington. Notamment, le coup d'État thaïlandais de 2014 a contribué à dégrader les relations entre les deux partenaires, ce qui a engendré une baisse de l'assistance financière étatsunienne et la cessation de certains programmes d'entraînement, avec pour conséquence l'annulation ou la réduction des exercices militaires conjoints. En réponse, la Thaïlande s'est tournée vers la Chine, qui a accepté cette démarche, voyant une opportunité de renforcer son influence et d'affaiblir l'alliance traditionnelle entre la Thaïlande et les États-Unis¹⁰¹. Ces fluctuations impactent donc les partenariats en matière d'acquisition.

Les différents rapprochements sino-thaïlandais se reflètent en effet dans les livraisons d'armes. Dès 1979 déjà, l'établissement des relations entre Bangkok et Beijing avait mené à des livraisons de véhicules de combat chinois et des pièces d'artillerie en 1987. Puis, en 1991, la Thaïlande avait obtenu sa première frégate chinoise pour 272 millions USD¹⁰². Depuis lors, force est de constater que la Thaïlande a importé plus de matériel auprès de la Chine que des États-Unis¹⁰³. Les raisons de cette préférence tiennent tant aux coûts avantageux du matériel chinois que des relations rapprochées entre la junte et Beijing. Par ailleurs, Storey note que contrairement aux États-Unis, la Chine ne conditionne pas la vente d'armements à des développements politiques particuliers ni à des impératifs en matière de droits de la personne¹⁰⁴. Entre 2004 et 2023, de nombreux programmes d'armement bilatéraux se sont succédé, principalement dans la marine thaïlandaise, comme le montre le **graphique 8** (page précédente). Le projet d'acquisition de trois sous-marins diesel-électriques de classe *Yuan* cité plus haut et s'élevant à 1,03 milliard USD, représente le plus grand investissement de défense jamais effectué dans l'histoire de la Thaïlande¹⁰⁵. Il semblerait donc que cette dernière ait, depuis plusieurs décennies, adopté une politique de bons auspices et d'échanges soutenus, tant avec Washington qu'avec Beijing, pour assurer sa sécurité nationale dans un contexte de rivalité stratégique. Elle se rapproche de la Chine aux moments où ses partenariats traditionnels avec les États-Unis s'avèrent trop contraignants, tout en les maintenant en place¹⁰⁶. Le chercheur Pongphisoot Busbarat soulignait à ce propos un manque de planification stratégique de long terme en ce qui concerne la position qu'occuperaient les deux puissances mondiales dans la diplomatie thaïlandaise¹⁰⁷.

¹⁰¹ *Ibidem.*

¹⁰² *Ibidem.*

¹⁰³ SIPRI, [Arms Transfer Register](#), consulté le 29 mars 2024.

¹⁰⁴ STOREY Ian, « Thailand's Military Relations with China: Moving from Strength to Strength », *op. cit.*

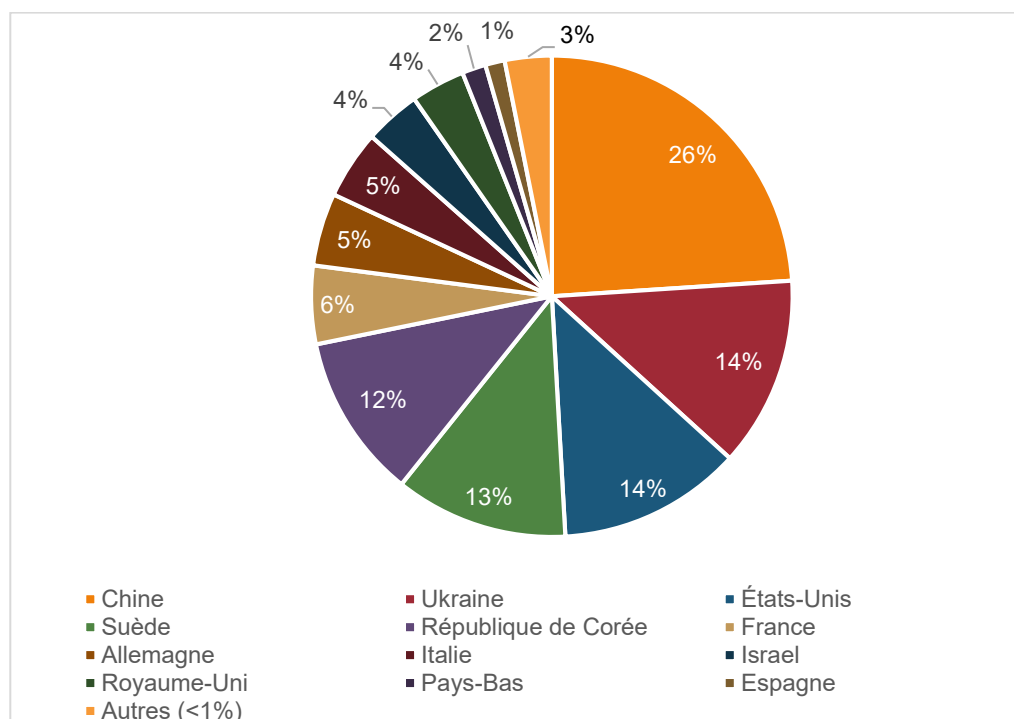
¹⁰⁵ *Ibidem.*

¹⁰⁶ *Ibidem.*

¹⁰⁷ BUSBARAT Phongphisoot, « Bamboo swirling in the wind: Thailand's foreign policy imbalance between China and the United States », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 38, n° 2, 2016, p. 233-257.

On remarque ainsi, sur le **graphique 9**, que la Chine est le premier exportateur d'armements vers la Thaïlande, suivie, à *ex æquo* par l'Ukraine et les États-Unis. La Suède, qui a vendu à la Thaïlande des missiles antinavires, mais aussi des radars aériens, et douze exemplaires d'avions *JAS-39 Gripen* figure en quatrième position¹⁰⁸, avant la Corée du Sud, fournisseuse émergente des pays d'Asie du Sud-Est. On voit donc une diversification modeste des contrats d'armement, étant donné que le pourcentage et le volume des équipements acquis restent moindres si on le compare avec le matériel acheté à la Chine, l'Ukraine ou les États-Unis, pourvoyeurs de 50 % des importations thaïlandaises. Cette diversification, avec l'acquisition de matériel chinois, et plus récemment, de matériel sud-coréen, correspond aussi à la volonté d'obtenir un équipement de pointe au meilleur prix¹⁰⁹.

Graphique 9. Parts en pourcentage de fourniture d'armements à la Thaïlande par pays exportateur de 2004 à 2024



Source : GRIP, d'après SIPRI, 2024

¹⁰⁸ SIPRI, [Arms Transfer Register](#), consulté le 29 mars 2024.

¹⁰⁹ WEZEMAN Peter *et al.* *Trends in international arms transfer*, SIPRI Fact Sheet, mars 2024.
SLOW Maria, « [ASEAN turns to 'reliable' South Korea to feed growing demand for affordable hi-tech arms](#) », *South China Morning Post*, 1^{er} juin 2023.

Les logiques d'exclusions de marché, de monopole et de diversification des fournisseurs sont révélatrices des politiques sécuritaires et de la lecture de menace. On observe que la Thaïlande, avec ses acquisitions tant auprès de la Chine que des États-Unis, reste historiquement liée aux États-Unis, tout en établissant des politiques de bonnes relations avec la Chine. Quant au Viêt Nam, le refus d'acheter de l'armement chinois et le peu d'acquisitions étatsuniennes (1,3 %)¹¹⁰ reflète une méfiance envers Beijing, mais aussi une volonté d'éviter toute alliance (et donc tout potentiel de mésalliance) dans sa politique sécuritaire. Tant pour le Viêt Nam que pour la Thaïlande, on note donc que les politiques d'armement émanent tant d'un besoin de se procurer un matériel de pointe au prix le plus offrant, qu'à assurer leur souveraineté nationale sur un échiquier politique particulièrement tendu.

Par ailleurs, on remarque que ces considérations de prix, combinées aux dynamiques de rapport de pouvoir avec la Chine et les États-Unis dans la région, sont structurantes dans l'acquisition d'armements en Asie du Sud-Est. En analysant les acquisitions des pays du sous-continent, on note que les États alignés à une grande puissance tendent à acquérir une majorité de leur matériel militaire auprès de celle-ci (comme le Cambodge, qui importe 60 % de son armement de la Chine, ou le Myanmar, 43 %. Les Philippines se fournissent principalement en Corée du Sud, qui représentent 30 % de ses achats, et aux États-Unis, à hauteur de 25 %). Pour d'autres, l'adoption d'une politique de non-alignement s'est reflétée à travers une quantité relativement faible de matériels auprès de l'une ou l'autre grande puissance. C'est le cas de la Malaisie, laquelle a acquis de faibles volumes d'armement en Chine (3 %) ou aux États-Unis (3,25 %). Certains États, comme les Philippines, ont exclu les armements chinois à l'instar du Viêt Nam. Ces observations soulignent le caractère structurant des dynamiques de pouvoir entre la Chine et les États-Unis, ainsi que des conflits territoriaux sur la politique de défense et de sécurité de l'Asie du Sud-Est.

¹¹⁰ SIPRI, [Arms Transfer Register](#), consulté le 29 mars 2024.

CONCLUSION

Ce passage en revue des déterminants des acquisitions d'armements en Thaïlande et au Viêt Nam révèle plusieurs rationnels derrière le type d'équipement importé et les partenariats établis. Les achats analysés dans ce travail répondent à une lecture de la menace basée 1) sur l'histoire récente et ancienne et 2) les facteurs internes aussi bien que les contextes régionaux voire mondiaux. On remarquera ainsi que pour le Viêt Nam, la menace perçue est d'ordre conventionnel et étatique, Hà Nội se méfiant de la montée en puissance de la Chine, surtout dans ses espaces maritimes. En contraste, la Thaïlande (avec un espace côtier équivalent à celui du Viêt Nam) voit plutôt des risques internes, liés notamment aux mouvements séparatistes dans le sud du pays. Ces perceptions différenciées expliquent la recrudescence des achats pour le domaine maritime au Viêt Nam, et une focale sur l'équipement terrestre en Thaïlande, tout en cherchant à améliorer ses capacités en mer. À ceci s'ajoutent des facteurs liés à la structure politique et régionale propre à Hà Nội et Bangkok. Le rôle de premier plan des militaires dans l'appareil politique de ces deux États explique des dépenses importantes en matière de défense. Enfin, les acquisitions d'armements effectuées par le Viêt Nam et la Thaïlande se font dans un contexte de rivalité de grandes puissances dans la région, et révèlent leur positionnement dans la lutte d'influence qui oppose les États-Unis et la Chine.

Militarisation renforcée

Si les États d'Asie du Sud-Est ont désiré la modernisation de leur équipement et l'acquisition de capacités adaptées à leur lecture des menaces, force est de constater que ces choix participent du renforcement de la militarisation de la région. Cette hausse des acquisitions génère des dynamiques d'entraînement. Le rationnel appuyant l'achat de sous-marins thaïlandais cité plus haut, justifié par l'existence de programmes d'importation similaire dans le sous-continent, en est un exemple. Bien que les experts se montrent prudents quant au caractère tangible d'une course à l'armement, il est indéniable qu'au cours des vingt dernières années, la région a connu une poussée significative vers l'acquisition de nouveaux systèmes d'armement¹¹¹. La Thaïlande et le Viêt Nam sont deux cas emblématiques de cette poussée.

En parallèle, les institutions régionales, telles que l'ASEAN, ont tant montré leur capacité à encourager la concertation informelle entre ses États membres, que leurs limites dans la mitigation des conflits, y compris ceux en mer de Chine. Les confrontations et les accrochages en mer de Chine sont fréquents, et mènent parfois à des tirs à balle réelle. Dans le contexte volatile actuel en Asie de l'Est, des incidents ont le potentiel de dégénérer. Ils pourraient s'avérer plus graves dans le futur en raison du volume et de l'efficacité des nouveaux équipements acquis.

¹¹¹ FIGIACONI Fabio, *op. cit.*

Enfin, les différentes stratégies adoptées par les gouvernements de la région reposent sur un équilibre précaire. Les multiples jeux d'alliances plus ou moins informels risquent d'enfermer l'Asie du Sud-Est dans l'engrenage de la rivalité des grandes puissances. Il se pourrait alors que, face à un conflit entre les États-Unis et la Chine, les États d'Asie du Sud-Est, dont la Thaïlande et le Viêt Nam, se retrouvent entraînés malgré eux dans une confrontation ouverte.

LES RAPPORTS DU GRIP

2019/4	La Chine au Nicaragua et au Panama: Une nouvelle branche des routes de la soie en Amérique centrale ? , Thierry Kellner et Sophie Wintgens, 48 p., 10 €	2021/7	Est de la RDC : le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante , Adolphe Agenonga Chober, 28 p., 10 €
2019/5	Enfants-soldats en RDC : évolution et perspectives de la lutte contre leur recrutement , Maria Camello, 40 p., 10 €	2022/1	Industries de défense saoudienne et émiratie : défis semblables, évolutions divergentes , Georges Berghezan, 28 p., 10 €
2020/1	La machine de guerre saoudienne à l'épreuve de ses ambitions , Georges Berghezan, 64 p., 10 €	2022/2	Résumé du SIPRI Yearbook 2022 – Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 32 p., 10 €
2020/2	L'élargissement de la «responsabilité de protéger» aux urgences climatiques - une fausse bonne idée , Marion Dussuchal, 44 p., 10 €	2022/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes , Compendium 2020, GRIP/SIPRI, 52 p., 10 €
2020/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2020 , Luc Mampaey, 60 p., 10 €	2022/4	Si importantes qu'elles disparaissent. L'invisibilité des femmes combattantes dans les programmes DDR , Clémence Buchet-Couzy, 28 p., 10 €
2020/4	Résumé du SIPRI Yearbook 2020 - Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 20 p., gratuit	2023/1	La Turquie, nouveau leader de non-alignés? , Georges Berghezen, 60 p., 10 €
2021/1	Comment renforcer le rôle de l'UE dans les exportations d'armes , Maria Camello, Léo Géhin, Federico Santopinto, 28 p., 10 €	2023/2	Résumé du SIPRI Yearbook 2023 Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 24p., 10 €
2021/2	Nucléaire iranien. Obstacles et enjeux d'un accord renouvelé entre Washington et Téhéran , Vincent Eiffing, 36 p., 10 €	2023/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes , Compendium 2023, SIPRI/GRIP, 52 p., 10 €
2021/3	La CODECO, au coeur de l'insécurité en Ituri , Adolphe Agenonga Chober, Georges Berghezan, 30 p., 10 €	2023/4	Faut-il acheter le F-35 pour participer au partage nucléaire dans l'OTAN , Samuel Longuet, 50 p., 10 €
2021/4	Résumé du SIPRI Yearbook 2021 - Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 20 p., gratuit	2024-1	Hors OTAN, mais partenaires: Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo , Georges Berghezan, 36 p., 10 €
2021/5	Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2020 , SIPRI/GRIP, 48 p., 10 €	2024-2	L'intégration des enjeux climato-environnementaux dans les doctrines et stratégies militaires: état des lieux et pistes de réflexion , 120 p., 10 €
2021/6	Robots tueurs: Le début de la fin? , Stan Brabant, 28 p., 10 €.		

Pour commander votre exemplaire de ce Rapport du GRIP, rendez-vous sur www.grip.org / publications / rapports (10 € frais de port inclus)

HAUSSE DES ACHATS D'ARMEMENTS AU VIÊT NAM ET EN THAÏLANDE : PERSPECTIVES CROISÉES ET MISE EN CONTEXTE RÉGIONAL ET MONDIAL

Comment expliquer l'augmentation des dépenses militaires au Viêt Nam et en Thaïlande et la multiplication des programmes d'acquisitions d'armements ? Entre 2004 et 2023, le Viêt Nam triple ses dépenses militaires, et la Thaïlande les double. Cette hausse se produit dans un contexte régional sud-est asiatique, où les dépenses ont presque doublé, passant de 22,4 milliards USD à 43,1 milliards USD pour la même période temporelle. De nombreux programmes d'acquisitions ont été lancés par les différents pays de la région, couvrant tant les aptitudes aériennes, maritimes, terrestres que les capacités relatives aux C4ISR.

Certains journalistes ont décrit la montée en flèche de ces acquisitions comme une « course à l'armement », suggérant une réponse à l'ascension rapide de la Chine. Cependant, les experts affirment généralement que ces achats visent à moderniser des équipements obsolètes dans des économies en pleine croissance, dans une optique de recapitalisation et de renforcement plus que d'accroissement des capacités militaires. Selon Felix Heiduk, pour qu'une telle course s'installe, il faudrait un antagonisme ouvert et structurel entre au moins deux États, ce qui ne semble pas être le cas en Asie du Sud-Est, que ce soit entre pays de la région, ou vis-à-vis de la Chine. Bien que la montée en puissance de cette dernière suscite la méfiance de certains États tels que le Viêt Nam ou les Philippines, l'asymétrie des acteurs et le maintien de relations diplomatiques relativement stables avec la Chine ne confirment pas cette dynamique.

Cela dit, l'accroissement des acquisitions d'armements peut contribuer à créer un dilemme de sécurité : lorsqu'un gouvernement adopte des politiques défensives, ou modernise son armement, un pays voisin peut percevoir cela comme menaçant et renforcer à son tour ses capacités militaires. C'est d'ailleurs ce qui est observé en Asie du Sud-Est. Toutefois, ce portrait doit être affiné afin de tenir compte à la fois des dynamiques régionales qui peuvent être communes à plusieurs acteurs d'une même espace stratégique et des caractéristiques et ambitions nationales qui elles font souvent apparaître plus clairement des priorités plus éclatées d'un État à l'autre. Porter un regard croisé sur la Thaïlande et le Viêt Nam s'avère en ce sens éclairant.



Anne Nguyen est chargée de recherche au sein du GRIP. Elle est détentrice d'un Master en Relations internationales – sécurité, paix et conflits à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et d'un Doctorat en sciences politiques de l'ULB. Ses domaines d'expertise sont les études de paix, les problématiques post-conflit et les questions environnementales liées à la conduite de la guerre.